

HISTORIQUE

DE LA

LÉGISLATION DOUANIÈRE SUR LES BLÉS

En Angleterre

(1750-1846)



THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le samedi 29 mai 1909,
à 2 heures 1/2*

PAR

RENÉ D'AUBEIGNÉ

Président : M. SOUCHON, professeur.

*Suffragants : MM. JAY, professeur.
TRUCHY, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

HISTORIQUE
DE LA
LÉGISLATION DOUANIÈRE SUR LES BLÉS
En Angleterre
(1750-1846)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le samedi 29 mai 1909,
à 2 heures 1/2*

PAR

RENÉ D'AUBEIGNÉ



Président: M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
TRUCHY, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE** et **FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et **L. TENIN**, Directeurs

BIBLIOGRAPHIE

- BASTIAT. — *Cobden et la Ligue.*
- BLONDEL. — *La politique protectionniste de l'Angleterre.*
- BRY. — *Histoire industrielle de l'Angleterre.*
- BRENTANO. — *Origine et abolition des droits sur les céréales,*
dans la *Revue d'économie politique*, 1892.
- BOWLEY. — *England's foreign trade.*
- FAUCHER. — *Etudes sur l'Angleterre.*
- DE LAVERGNE. — *Economie rurale de l'Angleterre.*
- LAVISSE. — *Histoire générale.*
- MONGREDIEN. — *Le libre-échange en Angleterre.* (Traduction
de Gravez.)
- NICHOLSON. — *History of the English corn laws.*
- POINSARD. — *Libre-échange et protection.*
- REYBAUD. — *Economistes modernes.*
- ROSCHER. — *Traité d'économie politique.*
- A. SMITH. — *Richesse des nations.*
-

ABREVIATIONS

s. — shilling = 1 franc 25.

d. — 2 pence = 0 fr. 20.

q. — quarter = 290 litres.

Acre. = 40 ares.

Pint = 57 centilitres.

HISTORIQUE

DE LA

LÉGISLATION DOUANIÈRE SUR LES BLÉS

En Angleterre

(1750 - 1846)

L'Angleterre n'a pas toujours appliqué la fameuse maxime : « Laisser faire, laisser passer. » Depuis le XV^e siècle jusque vers le second quart du XIX^e, elle a pratiqué, au contraire, une politique économique inspirée par les idées les plus restrictives. Tout, chez elle, était étroitement protégé par des prohibitions nombreuses, ou du moins par des droits élevés. Ainsi, il était interdit d'exporter les laines fines, les machines, les blés, de laisser sortir les ouvriers capables de porter à l'étranger les procédés et les méthodes de la fabrication anglaise. La marine était mise à couvert par un acte de navigation édicté avant Cromwell, mais aggravé par lui. L'importation des produits de fabrique étrangère était, ou totalement interdite, ou assujettie à des taxes atteignant près de douze cents articles différents.

Nous n'avons point ici à prendre position dans la question du libre échange et de la protection ; nous n'avons pas davantage à étudier quel fut le régime appliqué au commerce et à l'industrie ; il nous faudra cependant en parler, notamment pour expliquer la lutte qui, à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, mit aux prises agriculteurs et industriels.

Enfin, pour la pleine intelligence du sujet, il ne sera pas inutile de développer quelque peu les idées qui viennent d'être émises, et d'exposer sommairement en quel état se trouvaient l'agriculture et l'industrie avant 1750, quel était l'esprit de la législation, quels étaient les rapports entre les possesseurs du sol et les fabricants.



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}.

L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE AVANT 1750.

Jusqu'au XVIII^e siècle, on trouve deux classes de propriétaires ruraux : la gentry, qui, après l'extinction de la noblesse féodale, la remplace ; la yeomanry, dont les types sont très divers et se distinguent par la nature du droit qu'ils possèdent sur la terre. Toutes ces catégories sociales sont unies, intimement liées entre elles ; elles se développent solidement et paisiblement ; elles n'ont aucune tendance à s'isoler et ne se regardent pas en ennemies. Le grand propriétaire vit largement sur son domaine ; le petit est plus riche que nulle part ailleurs ; les campagnes, elles aussi, sont riches, peuplées, influentes ; l'aisance est générale, et l'agriculture l'emporte sur le commerce comme sur l'industrie¹.

Au XVI^e siècle cependant, c'est l'industrie lainière qui préoccupait les propriétaires ; ils

1. POINSARD, *Libre-échange et protection*, p. 42.

transformaient de plus en plus les terres arables en pâturages. Pour cela, ils eurent recours à plusieurs moyens, dont l'un est connu sous le nom de système des enclos. Ils enlevaient aux paysans les terrains vagues dont ceux-ci jouissaient en commun ; par là, ils aboutirent, en certaines régions, au dépeuplement des campagnes ; les bâtiments étant détruits, les travailleurs agricoles erraient sans feu ni lieu après avoir vendu leur pauvre mobilier. Un statut de Henri VIII ordonna, sous peine de forfaiture, de reconstruire tous les bâtiments et de rendre les terres au labourage dans un bref délai ; un autre essaya de contraindre les propriétaires à l'élevage des veaux pour les détourner de l'idée de conserver leurs terres en pâturages à moutons ; un troisième limita le nombre des moutons qu'il était permis de posséder. Rien n'y fit¹.

Au XVIII^e siècle, les urbains, enrichis par le commerce et l'industrie, s'installent à la campagne et y apportent les tendances de leur existence antérieure. Ils cherchent surtout une exploitation fructueuse de leurs domaines, et y consacrent une activité développée par la pratique des affaires. Comme l'élevage du mouton leur paraît avantageux, ils créent, aux dépens

1. BRY, *Histoire industrielle de l'Angleterre*, p. 252.

de la culture, de vastes pâturages ; les actes d'inclosures portent, de 1710 à 1760, sur plus de 334.974 acres : c'est la mort de ces communaux, qui rendaient tant de services, et dont la disparition presque totale dans la France contemporaine est un très grand malheur ; c'est la mort de fermes et de villages entiers.

Les lois tentent bien d'enrayer ce mouvement ; les raisons qui lui donnent naissance sont plus fortes que toutes les législations. Le développement des relations intercoloniales et de la marine marchande est une source de profits considérables, et ces fortunes nouvelles se portent presque toutes vers la terre. C'est que la prédominance longue et incontestée de la vie rurale avait donné aux propriétaires fonciers une considération et une influence très enviées ; c'est que l'exercice de l'autorité était leur apanage, et que le désir d'être quelqu'un était plus fort que tout le reste. « Tout Anglais digne de ce nom, dit M. Poincard, a pour idéal, une fois enrichi, l'acquisition d'un domaine rural qui fera de lui un homme indépendant, influent. Les Anglais ont, non pas le goût, mais l'amour infini de la vie des champs¹. » Ces heureuses dispositions étaient encouragées par la substitution, qui fixait

1. POINCARD, *Libre-échange et protection*, p. 72.

le bien dans la famille, empêchait le morcellement, et produisait des foyers fortement attachés au sol, qui devenaient pour tout l'alentour une source de richesses et de bienfaits.

Lorsque les grandes inventions mécaniques, coïncidant avec l'extension des débouchés, eurent donné l'impulsion que l'on sait à l'industrie ; quand l'atelier fut devenu le noyau d'une agglomération urbaine grandissante et que, en conséquence, les centres de consommation eurent décuplé leur force d'absorption, les fortunes commerciales et industrielles cherchèrent leur placement dans la possession du sol. Peu à peu, le petit propriétaire est évincé par les gros capitaux. Tenté par les hauts prix qu'on lui offre, le yeoman lâche le sol, puis essaye, dans le commerce et dans l'industrie, les charmes séduisants de la spéculation. La classe rurale intermédiaire disparaît lentement ; seule la grande propriété peut subsister.

Les progrès de l'industrie au XVIII^e siècle font augmenter la population des villes, et les cités de 20.000, 30.000 et même 40.000 habitants ne sont pas rares. Il en résulte une demande plus active des produits agricoles. Les propriétaires ruraux, très influents, comme nous l'avons vu, en profitent pour se faire attribuer des privilèges : ils se donnent législativement des

avantages économiques pour augmenter leurs profits ; surtout, ils s'attachent à conserver le monopole de l'alimentation du nouveau et vaste marché dont ils entendent être les seuls pourvoyeurs. Nous sommes plus que jamais en présence d'une protection douanière exagérée et de droits prohibitifs sur les produits agricoles.

Presque exclusivement ménagère jusqu'au XIV^e siècle, l'industrie anglaise arrive, au XVI^e, à occuper une place relativement importante sur les marchés étrangers. Malgré cette avance, elle persiste à réclamer une forte protection, de nombreuses mesures sont prises pour limiter la concurrence et pour ouvrir l'accès de ces marchés. Bref, au début du XVIII^e siècle, l'industrie est encore peu avancée, elle ne se distingue ni par ses procédés ni par sa richesse ; elle peut donc se considérer comme exposée aux effets de la concurrence étrangère¹. En résumé, le système protecteur fut toujours considéré comme une règle fixe de la politique anglaise tant que subsista, dans la culture et dans l'industrie, l'état de choses précédemment analysé. L'indication des principales lois concernant la culture nous fera toucher du doigt ce système et ces procédés.

1. POINSARD, *Libre-échange et protection*, p. 61.

Au moyen âge, chaque localité se suffisait généralement à elle-même, et, à de petites distances, l'écart des prix était parfois très grand. Une loi de 1463 interdit formellement l'exportation des blés, en 1593 elle est permise sous réserve.

Avant 1709, la taille et le poids du pain variaient suivant le prix du blé, qu'on réglait dans les « assises du pain » ; après cette date, c'est le prix du pain qui était soumis à diverses fluctuations.

Jusqu'en 1800, il fut interdit de revendre le même jour à un prix plus élevé.

Au XVII^e siècle, des greniers publics gardaient les excédents de blé pour les années mauvaises. En 1670, des impôts à caractère prohibitif frappent les importations et subsistent un siècle ; toutefois, l'impôt était suspendu dès qu'il y avait menace d'une mauvaise récolte. En 1689, des primes sont données à l'exportation. Parallèlement à ces primes, d'autres stimulaient la production ; à partir de 1683, les producteurs étaient soutenus à raison de 3 shillings (le shilling vaut 1 fr. 25) par quarter (290 litres) exporté, lorsque le prix des céréales baissait jusqu'à une certaine limite¹.

1. NICHOLSON, *History of the English corn laws*, p. 30.

Il faut remarquer, pour terminer cette esquisse, que, jusqu'en 1815, les lois céréales eurent en réalité peu d'influence sur les prix ; c'est du moins l'avis de M. Nicholson dans son *History of the English corn laws*.

CHAPITRE II.

LA RÉVOLUTION AGRICOLE ET INDUSTRIELLE.

L'année 1750 marque d'une façon assez exacte et assez approximative le début d'une révolution agricole et d'une révolution industrielle. L'industrie manufacturière était, en somme, peu avancée jusque-là ; certains ont été jusqu'à dire qu'elle était dans un état embryonnaire¹. A l'époque où nous sommes arrivés, le moteur mécanique remplace la force de l'homme ; l'outillage se transforme donc radicalement. Après 1750 et coup sur coup s'accomplissent six grandes découvertes qui sont destinées à modifier les conditions du travail. En 1769, Arkwright invente son water-frame ; en 1770, Hearngraves, sa spinning jenny ; en 1776, Crompton, sa mule ; en 1792, Kelly, sa self-acting mule. Ces inventions trouvent un multiplicateur dans la machine à vapeur, qui, brevetée par Watt en 1769, est appliquée en 1785 à l'industrie du coton, l'année

¹ POINSARD, *Libre-échange et protection*, p. 79.

même où Cartwright construit son power-loom ¹.

Parallèlement à ces inventions, les méthodes de travail se modifient non moins grandement ; leur caractéristique est une rapidité beaucoup plus grande et une efficacité très supérieure. La fabrication de la fonte au coke fut inaugurée vers 1740, découverte fort précieuse pour un pays déboisé. En 1788, on appliqua les soufflets à vapeur à la fusion du fer. En 1738, l'invention de la navette volante avait beaucoup simplifié les opérations du tissage à la main. Les industries chimiques, la teinture des étoffes, la fabrication des faïences, poteries et porcelaines réalisèrent également d'énormes progrès de 1750 à 1815. Ajoutez à ces résultats la division du travail, que l'on applique partout, et l'élan gigantesque imprimé à l'industrie semblera naturel.

D'ailleurs, l'Angleterre fut, de tous les pays, le premier qui parvint à organiser le grand atelier, grâce à la perfection de ses machines, ce qui lui donna une avance d'une vingtaine d'années sur tous ses concurrents. « On peut donc dire que, dès le premier quart du XIX^e siècle, la grande industrie se trouva munie des principaux engins qui sont la raison d'être et les éléments essentiels de sa force : la machine à

1. BOUTMY, *Développement de la société politique en Angleterre*.

vapeur, le fer à bon marché, les outils mécaniques¹. »

Ce n'était pas suffisant : il fallait à la grande industrie un personnel ; elle le trouva tout préparé et de premier ordre dans cette masse d'artisans ruraux, si nombreuse, et en peu de temps se trouva constituée cette armée d'ouvriers « qualifiés » qui fait aujourd'hui l'admiration du monde. Les débouchés s'offrirent pour ainsi dire d'eux-mêmes, d'abord, sur le marché intérieur, par suite de l'augmentation de la population, ensuite sur le continent, dont l'Angleterre sut merveilleusement s'assurer la clientèle par ses expéditions maritimes, ses guerres commerciales et ses grandes compagnies. A la fin du XVII^e siècle, la population agglomérée dans les villes ne dépassait guère 1.400.000 âmes, tandis qu'en 1770, si l'on en croit Arthur Young, la population se partageait par moitié entre les campagnes et les villes². C'est par milliers que l'on compta bientôt les établissements, par centaines de mille les ouvriers, les métiers et machines, par millions les broches de filature.

A partir de la fin du XVIII^e siècle, les capitaux se multiplièrent à l'infini : on ne pouvait

1. POINSARD, *Libre-échange et protection*, p. 81.

2. POINSARD, *Libre-échange et protection* p. 82.

plus dire *res mobilis res vilis*. Le crédit, peu développé et mal vu jusqu'alors, s'accrut dans les mêmes proportions que le capital, dont il favorisa la circulation ; c'est de là que sortit le fameux clearing house de Londres, qui, même maintenant, n'a peut-être pas son égal dans le monde.

Bref, la finance anglaise parvint à soumettre à sa domination les pays avec lesquels elle se trouvait en relations d'affaires.

Les voies d'eau ont été améliorées et reliées entre elles par des canaux ; les transports maritimes et le cabotage ont suivi la marche ascendante de tout le reste ; même progrès en ce qui concerne les routes et les voies ferrées.

La propriété foncière garde encore tout son prestige ; pourtant, le marchand anglais commence à devenir une sorte de gentleman, nous dirions une « autorité sociale ». C'est que le traité de Paris (1763) a donné à la Grande-Bretagne l'empire des mers et le monde comme marché ; c'est que l'Anglais tend déjà à devenir ce commis voyageur dont on s'est tant moqué, et qu'il ne craint pas de partir tout jeune pour faire le tour du monde et revenir chez lui expérimenté et enrichi ; c'est que, dès 1776, Adam Smith a montré aux plus prévenus que le progrès et le bien-être se trouvaient dans la liberté et l'acti-

vité industrielles, et a revendiqué au profit des classes manufacturières le droit d'être considérées comme aussi productives que celle des agriculteurs. L'Angleterre tend de plus en plus à devenir le premier fournisseur du monde et le fabricant de tout l'univers : l'impérialisme est proche.

Nous avons vu comment la propriété foncière s'était condensée entre les mains d'un petit nombre de riches propriétaires passionnés pour l'agriculture. A Prince Consort's farm, la reine élève des animaux de race qu'elle présente dans les concours; le prince de Galles agit de même à Sandridgeham, où ont lieu des ventes aux enchères. Lorsque les souverains d'un pays donnent de pareils exemples, on n'est pas surpris de voir l'agriculture prospérer. La direction du travail agricole n'est pas abandonnée à des esprits subalternes ou ignorants; les fermiers vivent en intelligence complète avec les propriétaires, car ils savent qu'ils peuvent compter sur eux. Une pareille entente, sans parler des bienfaits sociaux qui en sont la conséquence naturelle, donne tous les résultats humainement possibles.

Les propriétaires résident sur leurs terres, ils en connaissent donc les besoins; cela incite le cultivateur à faire des avances à la terre, et celle-ci l'en récompense avec usure. Un proprié-

taire français a-t-il l'intention de jouer un rôle, il faut qu'il quitte sa terre ; en Angleterre, il faut qu'il y reste. Quand on est né à la ville, on le cache tant qu'on peut ; tout le monde veut être né à la campagne, parce que la vie de la campagne est la marque d'une origine aristocratique ; « tandis qu'en France, dit M. de Lavergne, le travail des champs sert à payer le luxe des villes, en Angleterre le travail des villes sert à payer le luxe des champs ; on met son orgueil à des dépenses productives ; on a une terre bien tenue comme, à Paris, un bel hôtel et un riche mobilier¹. »

C'est à cette époque qu'Arthur Young préconisa le fameux assolement quadriennal qui a transformé du tout au tout les terres les plus ingrates du pays. Il ne faudrait pas croire que la propriété est aussi concentrée qu'on le dit parfois. Certains nobles possèdent, il est vrai, des étendues de terre colossales, mais les domaines de la gentry sont en général plus modestes, et ils composaient, au début du XIX^e siècle, les deux tiers du sol. Il est inexact également de penser que la propriété foncière ne change pas de mains : elle est certainement et fort heureusement moins mobile qu'en France ; toutefois, les

1. L. DE LAVERGNE, *Economie rurale de l'Angleterre*, p. 148.

petites terres ne sont pas rares, et elles se vendent assez fréquemment. Ce ne sont guère que les possessions importantes que l'on voit grevées de substitutions ou autres droits ; d'ailleurs, l'augmentation sensible de la population est, quoi qu'on fasse, un élément de division. Le sol britannique n'est pas plus partagé en fermes immenses qu'en immenses propriétés, et le nombre des petits tenanciers y est considérable, comme celui des fermes modestes et peu étendues. Le bail à ferme est d'un usage à peu près universel, et les fermiers possèdent un capital très suffisant, qu'ils ne craignent pas d'incorporer au sol et d'engager dans la culture ¹. Nous serait-il permis de faire remarquer, en passant, que le propriétaire de biens-fonds ne doit pas pouvoir en disposer selon sa fantaisie et ses caprices. L'idée de paternité et l'idée de propriété sont inséparables; les biens du père appartiennent d'une certaine manière et de plein droit à la famille. La famille possède en tant que famille; le père n'est que le gérant, et ce n'est pas sa volonté qui transmet ; dans un Etat bien organisé, la législation doit faire tous ses efforts pour que le foyer, la terre, reste à la famille et dans la famille, pour qu'ils ne se mobilisent pas. Jusqu'à

1. L. DE LAVERGNE, *Economie rurale de l'Angleterre*, p. 109-125.

Arthur Young, presque toutes les denrées se consumaient sur place ; il fit comprendre aux agriculteurs l'importance du marché, et cette conception nouvelle fut l'un des facteurs les plus importants de la prospérité agricole. Cela nous amène à la question des débouchés, « la plus immédiate, la plus effective des causes qui ont concouru au développement de l'agriculture britannique ». Le monde ne nous offre peut-être aucune région où la population soit aussi condensée que dans le nord de l'Angleterre. Or plus le pays est peuplé, plus le rapport de la population agricole à la population totale descend. Ces centres, qui sont de véritables fourmilières humaines, sont généralement riches, en partie tout au moins, et sont pour les agriculteurs une précieuse clientèle. Si le cultivateur n'a pas à sa proximité une ville pour écouler ses produits, c'est un port ou bien un canal, ou bien une ligne de chemin de fer qui le met en rapport avec la ville : il envoie ses produits et reçoit par la même voie ce dont il a besoin pour améliorer ses terres. Une fois que les moyens de communication qui rapprochent le consommateur du producteur sont nombreux, commodes et bon marché, le reste, c'est-à-dire la prospérité de l'exploitation, suit presque nécessairement ¹.

1. L. DE LAVERGNE, *Economie rurale de l'Angleterre*, p. 167-175.

A la fin du XVIII^e siècle, l'agriculture avait fait des progrès remarquables : le blé avait augmenté de moitié, les autres productions avaient triplé ; c'était le résultat des sacrifices consentis par la noblesse et par les grands propriétaires : à la grande propriété était venue s'ajouter la grande culture. Dans les campagnes, il n'y a plus guère alors que deux catégories de personnes : le maître du domaine et le fermier qui dirige l'exploitation à l'aide de journaliers ; quant aux petits propriétaires et aux tenanciers libres, ils tendent à disparaître : la culture intensive les chasse ¹.

A cette époque, l'Angleterre était encore très protectionniste. Au début du XIX^e siècle, la révolution économique était en pleine activité, tandis que les pays du continent étaient ruinés par leurs révolutions politiques ; aussi les craintes de concurrence se dissipèrent-elles rapidement ; le blocus continental ne fut pas sans influence sur ce revirement. Les besoins d'expansion extérieure de l'Angleterre étaient si accusés, que ses adversaires furent amenés tout de suite à considérer comme un excellent moyen d'action contre elle les prohibitions commerciales. La Convention tenta de fermer à ses produits l'occident

1. G. BRY, *Histoire industrielle de l'Angleterre*, p. 648.

de l'Europe. Cette idée fut reprise par Bonaparte, qui prétendait l'appliquer même pendant la paix. Il raisonnait de la sorte : les Anglais tirent leurs ressources de l'expansion extérieure de leurs productions ; en leur fermant leurs débouchés les plus riches et leurs sources principales de matières premières, on les oblige à vivre sur leur propre fonds, alors ils perdront la prééminence. Cette manière de voir renfermait du vrai ; cependant, elle péchait par la base, car certains pays du continent ressentaient la nécessité d'acheter à l'Angleterre des articles manufacturés et de lui donner en échange leurs matières premières. D'autre part, dans beaucoup de pays, de véritables barrières de tarifs causaient de sérieux dangers à l'industrie britannique : l'Angleterre pensa avec juste raison qu'en développant ses propres achats de denrées et de matières premières, elle réussirait à faire accorder des faveurs à ses objets manufacturés ¹. La plupart des réformes agricoles et des perfectionnements dans la culture à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, sont dus en partie au Bureau de l'Agriculture dirigé par Arthur Young, en partie à la nécessité de suffire aux besoins d'une population toujours croissante. On comprit alors la nécessité

1. G. BRY, *Histoire industrielle de l'Angleterre*, p. 596; LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale*, tome 9, p. 567.

de féconder les terres incultes, de défricher les landes et les forêts, d'employer des engrais, de se servir d'instruments perfectionnés et de machines. Nous dirons donc qu'à l'aurore du siècle dernier, la richesse était immense chez les grands propriétaires et certains de leurs tenanciers, que la propriété immobilière a tous les privilèges civils, fiscaux et économiques, que les travailleurs agricoles forment à eux seuls le tiers de la classe ouvrière mais que la grande culture est préjudiciable à une partie d'entre eux, qui perdent ainsi leurs moyens d'existence¹.

Les inventions et les procédés dont nous avons parlé assuraient à l'Angleterre le monopole de la production industrielle ; de plus, elle était l'intermédiaire de tout le commerce européen et avait accaparé, grâce à sa marine, le trafic colonial du monde entier. Agriculture, commerce, industrie, tout prospère, tout est florissant.

Le blocus continental vint modifier quelque peu la situation. En 1806, Napoléon exclut les Anglais de toutes les transactions commerciales avec le continent, interdit tout commerce avec les îles britanniques, et confisque les marchandises anglaises saisies sur les territoires des puissances alliées : c'est le fameux décret de Berlin.

1. LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale*, tome 8, p. 654.

Il ne fut pas exécuté à la lettre et les belligérants accordèrent très rapidement des licences, même aux bâtimens ennemis, licences augmentées par une contrebande effrénée.

L'Angleterre souffrit presque moins que la France de ce régime étrange : maîtresse complète des mers, elle put se procurer les matières indispensables à son industrie ; ses subsides conduisirent tout droit chez elle les produits de ses alliés et lui ouvrirent des débouchés.

D'ailleurs, les bras fourmillaient dans les centres industriels, grâce à une abondante natalité. Les fabricants profitèrent de l'individualisme économique, plus féroce en ce temps qu'en aucun autre, pour abaisser les salaires et produire au delà des commandes. De leur côté, par suite d'une série de mauvaises années continues de 1793 à 1812, les propriétaires réalisèrent d'énormes bénéfices. Le blé continental, en effet, n'arrivait plus que difficilement, et le blé national se vendait très cher ; venait-il à baisser, un droit élevé sur le blé étranger relevait le prix du contingent national. L'hiver 1811-1812, par suite des représailles de Napoléon et de la rupture commerciale avec les Etats-Unis fut terrible pour l'Angleterre. Des séditions se produisirent et firent couler le sang ; la taxe des pauvres écrasa les classes moyennes ; tout le monde souffrait.

Les idées restrictives avaient fait des progrès sur le continent, et l'on vit, à partir de 1815, bien des pays s'entourer d'une haute barrière de tarifs; l'Angleterre fut forcée, pour les atténuer, de consentir à certains sacrifices. Elle pensa qu'en développant ses propres achats de denrées et de matières premières au dehors elle réussirait à faire accorder quelques faveurs à ses objets manufacturés. Le revirement complet de l'Angleterre dans le sens libéral, à partir de 1815, n'a donc rien qui doive nous étonner : il devait logiquement aboutir au libre-échange.

La propriété foncière résista tant qu'elle put, nous le verrons ; la production agricole augmentait, certes, mais pas suffisamment. L'agglomération des ouvriers dans les villes renchérit pour eux le prix de la vie, et les tarifs établis à l'entrée des denrées agricoles aggrava la cherté ; de là une augmentation des prix de revient de l'industrie. On comprend maintenant, sans qu'il soit nécessaire d'insister, les origines de la lutte entre propriétaires et industriels : les premiers veulent conserver leurs privilèges, leurs monopoles ; les seconds réclament contre les lois céréales.

Au retour de la paix, en 1814, les grains du continent entrèrent librement dans les ports britanniques ; le prix du blé baissa immédiate-

ment. Les propriétaires décidèrent qu'il n'en devait pas être ainsi, et, par des mesures législatives, arrivèrent vite à le faire monter. En 1825 même, le libéral Huskisson n'osait pas abolir les droits et disait : « Je ne prétends pas que la loi sur les grains n'est pas susceptible d'une revision, mais je soutiens qu'en ce moment, cette revision serait un malheur. »

Tant que les Anglais furent les plus forts, ils purent préconiser la doctrine du laisser faire : voilà le secret de toute leur politique économique.



DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE III

LA LÉGISLATION. — SON INFLUENCE SUR LE CONSOMMATEUR.

Durant tout le cours du XVIII^e siècle, la controverse fit rage sur les avantages et les inconvénients des primes à l'exportation du blé.

Si nous examinons les tables des prix, nous trouvons que, jusqu'à l'année 1765, le cours fut très bas. Il est clair, d'après ce cours, que la situation était favorable pour le consommateur.

La prime payée de 1700 à 1765 s'élève à peu près à six millions de livres sterling, et, cette somme ayant été produite par l'impôt, il en résulte bien un préjudice pour le public ; cependant, ce chiffre, réparti sur un si long espace de temps, ne peut sembler considérable. Jusqu'à la révolution industrielle survenue dans le dernier quart du XVIII^e siècle, l'Angleterre avait été, en général, une contrée d'exportation. Des droits prohibitifs avaient frappé les importations, qui ne furent, à la vérité, que peu importantes jusqu'en 1765. Sous l'influence de mauvaises sai-

sons et de demandes croissantes, elles augmentèrent; et, en 1773, une loi soumit toute importation de blé à un droit de 6 d. par quarter (d. signifie, par abréviation, 2 pence, ce qui équivalait à 20 centimes) quand le prix du quarter était à 48 s. ou au-dessous.

Comparativement au cours des prix durant le siècle, ce chiffre semblait donner une rémunération très suffisante au producteur; mais, comme les salaires tendaient à s'élever sous l'influence de conditions économiques naturelles, les propriétaires fonciers ne furent pas satisfaits.

A partir de 1788, les importations dépassent les exportations; aussi, en 1791, la propriété foncière obtint une loi qui éleva la limite de la taxe à 54 s. Cette loi fut votée dans l'intérêt des terriens, et pourtant, fait digne de remarque, elle rencontra l'adhésion générale: on attachait, en effet, une grande importance à l'indépendance du pays dans la question des approvisionnements. La dernière exportation des blés anglais sur les marchés étrangers est de 1792.

Adam Smith ¹ fait remarquer que la prohibition de l'exportation limite la culture et l'amélioration des terres du pays à ce qu'exige la consommation des habitants: la liberté de l'ex-

1. *Richesse des nations*, livre IV, ch. V, p. 139.

portation met le pays à même d'étendre sa culture pour approvisionner les étrangers.

Immédiatement après la loi de 1773, le grain put, en tout temps, être importé franc de droit et emmagasiné ; la taxe était perçue au moment où il était livré à la consommation. Des lois successives élevèrent la limite à partir de laquelle le blé ne pouvait être importé que moyennant un droit. En 1804, à la suite de réclamations de la part des propriétaires, la limite fut portée à 66 s. ; au-dessous de ce chiffre, le droit fut de 3 s., et de 30 s. au-dessous de 63 s. En 1813, le droit de 30 s. fut porté à 39 s. 7 d. En 1814, après le rétablissement de la paix, l'affluence des céréales du continent produit une dépression soudaine des cours, et il est décidé que l'importation des blés étrangers sera interdite toutes les fois que les prix seront inférieurs à 80 s. (1815). Quelques années plus tard, on descend à 70 s. ; mais, au lieu de conserver au delà de cette limite une franchise intacte, on lui substitue une échelle de droits protecteurs, réglée en raison inverse de l'élévation des mercuriales. Partout, en effet, sous l'influence de la paix renaissante, les Etats protègent féroce ment leurs produits par des droits.

En 1822, la taxe est de 5 s. pour le taux de 80 s. Au-dessous de 70 s., l'importation demeurerait prohibée. A dater de cette époque commence une

réaction contre les exigences de la propriété foncière. La théorie de la liberté commerciale est énergiquement défendue dans la pétition présentée en 1820 au Parlement par les marchands de Londres. La chambre de commerce d'Edimbourg rédige une protestation dans le même sens, et la commission nommée par la Chambre des communes pour examiner les pétitions fait un rapport favorable à la liberté commerciale.

C'est Huskisson, président du Board of Trade, qui propose les premières mesures de réforme. Il simplifie le régime des douanes, réduit une foule de droits, imagine le système d'une échelle décroissante de droits reposant sur le principe de réciprocité avec les nations étrangères.

Après lui, Canning veut assurer à l'agriculture nationale un prix rémunérateur de 66 s. Cette limite, adoptée par la Chambre des communes, fut portée par la Chambre des lords à 72 s. (1828). Cette législation subsista jusqu'en 1842 ; à cette époque, Robert Peel remania pour la dernière fois la loi céréale en maintenant la limite de 72 s., mais en abaissant le taux des droits d'importation.

La législation devint ainsi de plus en plus préjudiciable aux consommateurs. Cette situation inspira au caricaturiste Cruikshank un dessin célèbre, évidemment marqué de l'esprit révolu-

tionnaire : un marchand étranger arrivant sur son bateau montre son blé en disant : « Il est excellent ; je le donne pour 50 s. » Mais un groupe d'aristocrates lui fait signe de s'en aller : « Nous n'en voulons pas ; nous maintenons le nôtre à 80 ; si les pauvres ne peuvent l'acheter à ce prix-là, eh bien, qu'ils meurent de faim ! » Cependant, un Anglais pauvre, entouré de sa famille en haillons, entend ces paroles et répond : « Non, mes maîtres, je ne mourrai pas de faim ; mais je quitterai mon pays natal, où les pauvres sont écrasés par ceux qu'ils enrichissent de leur travail. »

Un tableau comparatif mettra les choses au point. L'importation était permise, moyennant un léger droit de 1 s. en général, aux cours ci-après :

Loi de 1791, 54 s.

— 1804, 66 s.

— 1822, 85 s.

— 1828, 72 s.

— 1842, 72 s.

Aux cours ci-après, le droit était prohibitif (24 s.):

Loi de 1791, 50 s.

— 1804, 63 s.

— 1822, 70 s.

— 1828, 64 s.

— 1842, 51 s. ¹

1. ROSCHER, *Traité d'économie politique rurale*, p. 664.

En réalité, ces tarifs ne furent guère appliqués, car, jusqu'en 1825, le prix du froment ne fut que rarement de 70 s., et en 1826, quand, au cours d'un mauvais été, on put craindre une réelle pénurie, le ministre Huskisson prit la responsabilité de suspendre partiellement l'application de la loi, et fut ensuite couvert par un bill d'indemnité. Voici d'ailleurs quels ont été les prix moyens du quarter de froment :

1793,	49 s.
1799,	69 s.
1800,	113 s.
1810,	116 s.
De 1816 à 1830,	66 s. 7 d.
De 1830 à 1840,	56 s. 10 d.
De 1840 à 1846,	56 s. 1 d. ¹

En 1828, la prohibition fut annulée, mais cette apparente faveur fut en partie neutralisée par l'adoption de droits lourds et gradués dont voici le tableau :

Prix moyen du blé sur le marché	Loi de 1828	Loi de 1842
73 s. et au-dessus,	1 s.	1 s.
72 —	2.8	2
71 —	6.8	3
70 —	10.8	4

1. ADAM SMITH, *Richesse des nations*, livre I, ch. XII, p. 318.

Prix moyen du blé sur le marché	Loi de 1828	Loi de 1842
69 s. et au-dessus,	13.8	} 5 s.
68 —	16.8	
67 —	18.8	
66 —	20.8	6
65 —	21.8	7
64 —	22.8	8
63 —	23.8	9
62 —	24.8	10
61 —	25.8	11
60 —	26.8	12
59 —	27.8	13
58 —	28.8	14
57 —	29.8	15
56 —	30.8	16
55 —	31.8	} 17
54 —	32.8	
53 —	33.8	
52 —	.	18
51 —	.	19
Au-dessous,	.	1 livre sterling ¹

Un effet de ces droits gradués était d'augmenter les risques de l'importation; car, entre le moment où la cargaison partait d'un port étranger et celui où elle arrivait dans un port britan-

1. *Dictionnaire d'économie politique*, article céréales.

nique, le droit pouvait être élevé. Un autre résultat naturel fut que les importateurs tendaient, par de savantes combinaisons, à élever le prix et à obtenir de cette façon un droit amoindri.

Un traité de commerce fut conclu entre la France et l'Angleterre en 1786 par William Pitt, le premier chef de gouvernement qui ait fait du système commercial du pays le principal objet de la politique¹. Mais le traité de Versailles, c'est ainsi qu'on l'appelle, ne concerne pas les grains; il s'occupe des intérêts industriels. Bonaparte sera très hostile à ce traité, et refusera d'en respecter les clauses et stipulations. Avec l'année 1728 commence une série de mauvaises récoltes; aussi, jusqu'en 1833, en dépit des droits, l'importation fut relativement considérable, et, en 1835, le prix du froment tomba à 39 s. 4 d. Il n'avait jamais été si bas depuis 1780. En 1839, il monta au contraire à 70 s. 8 d. C'est alors, comme nous le verrons plus tard, que la ligue contre la loi céréale commença sa mémorable campagne.

Il est inexact de dire qu'en imposant des restrictions aux importations, on sacrifia intentionnellement et délibérément le consommateur au

1. LAVISSE, *Histoire générale*, tome 8, p. 640

cultivateur. L'act. même de 1670, qui fut en vigueur pendant un siècle, était désigné comme une loi « pour l'encouragement de l'agriculture », et les restrictions doivent être envisagées parallèlement aux primes. De 1698 à 1773, la prime à l'exportation fut supprimée dix-sept fois, c'est-à-dire à chaque menace de pénurie ; il en fut de même des restrictions à l'importation.

Tant que les lois sur les céréales furent opératives, il y eut quelque hausse de la mercuriale, mais moins forte qu'on ne l'a généralement supposé. Tout le nord de l'Europe, principale source étrangère d'approvisionnements, était soumis aux mêmes saisons que l'Angleterre, l'exportation était réduite dans les temps de disette ; ajoutons enfin que l'importation la plus libre n'aurait pas beaucoup abaissé les prix dans certaines années de cherté. Au surplus, il n'est pas juste de considérer simplement la mercuriale de l'année ; si l'on s'en tenait là, tous les calculs, toutes les moyennes seraient faussés.

L'abrogation des lois céréales, on ne saurait le nier, a été très favorable aux consommateurs : le prix du grain doit toujours être considéré par comparaison avec le cours des salaires ou le pouvoir de dépense. Nous examinerons ailleurs la connexité qu'il put y avoir entre les salaires du travailleur agricole et les lois sur les

céréales ; disons cependant tout de suite que, jusqu'à l'abrogation, le taux général des salaires était très bas.

La suspension partielle de la loi de 1822 a déjà été notée, et nous avons des évidences encore plus remarquables. Des primes aux importations ont parfois été accordées ; c'est le cas de l'année 1797, où ces primes atteignirent plus d'un demi-million de livres sterling : c'est ce qui se produisit en 1800 à la suite du rapport d'un comité qui prônait les importations des Etats-Unis et des Indes. On réalisa d'ailleurs des économies par une réglementation des quantités de grain pouvant être employées dans la distillerie et dans la fabrication de l'amidon.

En 1795, on étudia la possibilité d'une législation somptuaire pour empêcher le gaspillage, et on pensa qu'une proclamation du Roi suffirait ; cette proclamation recommanda l'économie dans la consommation de la farine et du pain ; elle ne fut pas sans résultats. Lord Cockburn nous apprend en effet, dans ses mémoires sur Edimbourg, qu'en mars 1795, un huitième de la population de cette ville était nourri par charité. Une proclamation publique détermina la quantité exacte de pain que chaque famille devait consommer, à raison d'une miche par personne et par semaine. En même temps, des comités se

formèrent pour enseigner l'économie en cuisine, et la chimie chercha à tirer des substances nutritives de toutes sortes de choses. Dans les maisons riches, on se donnait l'illusion de manger des mets pour lesquels il fallait employer de la farine; ainsi, on inventait des plats dont la forme et la couleur ressemblaient à celles du pain, et le couteau venait souvent frapper ce qui paraissait être une bonne croûte de pâté, mais qui n'était que de l'argile. Dans le même ordre d'idées, on abandonnait la poudre pour les perruques afin de ménager la farine¹.

Le grand encouragement donné aux clôtures durant cette période avait surtout en vue, c'est certain, l'intérêt des terriens; mais il augmentait les étendues cultivables et était, de ce chef, favorable aux consommateurs. La loi générale sur les clôtures, promulguée en 1801, se proposait de faire mettre en culture une plus grande partie du terrain, d'amoindrir les charges légales et de faire une plus juste répartition des terres encloses. L'idée mère, à cette époque et pour longtemps encore, était que, bien que l'importation dût être encouragée dans les années de cherté, le pays pouvait et devait généralement se suffire avec ses propres ressources. La

1. NICHOLSON, *History of the English corn laws*, p 42.

meilleure preuve de l'acceptation de cette idée se trouve peut-être dans « Progrès de la Nation », de Porter. Il soutient, comme Adam Smith, que tout pays doit normalement compter, pour une augmentation de population, sur une augmentation correspondante de ses propres ressources comme subsistance. Il donne des tableaux intéressants pour montrer qu'en Grande-Bretagne, de 1800 à 1844, il y a eu une grande augmentation de la production de froment, et il calcule, par périodes décennales, le nombre de gens qui ont été nourris par la production indigène et par le froment importé.

D'après l'ordinaire estimation d'un quarter par tête, de 1801 à 1810 environ 600.000 personnes furent nourries avec du froment étranger, et environ 11 millions avec le froment indigène. De 1831 à 1840, le nombre d'individus nourris par le froment étranger s'était élevé à près de 900.000, et le nombre des autres à 16 millions et demi. D'après ce calcul, le nombre des gens nourris par le froment indigène s'était élevé de 50 % et, de façon absolue, de 5 millions et demi environ. Porter montrait aussi que, sous d'autres formes, la production du pays avait progressé au moins autant¹.

1. PORTER, *Progrès de la nation*.

Il en tirait cette conclusion que la population serait, au même taux d'augmentation, de 40 millions d'habitants à la fin du XIX^e siècle, et que ceci entraînerait un accroissement dans la récolte du froment et de tous autres produits agricoles de 150 % par comparaison avec 1840. Il supposait qu'avec le progrès, on pouvait espérer ces résultats et que cette augmentation n'était pas seulement possible, mais facile. Il était favorable à l'abrogation des lois sur les grains ; en fait, l'universelle croyance du temps était que le pays consommerait toujours, pour la plus grande part, son propre grain.

La législation ne négligea pas intentionnellement les intérêts des consommateurs pour soutenir ceux des puissants propriétaires ; on crut nécessaire de stimuler la production indigène et de maintenir le pays dans les conditions où il se trouvait, afin qu'il continuât à vivre de ses propres ressources.

Il ne peut y avoir de plus grande erreur que de supposer que les prix élevés qui prévalurent de 1773 à 1846 furent entièrement dus aux lois restrictives sur les importations. Les recherches de Tooke¹ ont montré que, de 1792 à 1815, les lois sur les grains n'affectèrent guère les prix ;

1. *Histoire des prix.*

antérieurement à cette date, au XVIII^e siècle, il en fut de même. Les prix élevés furent le plus souvent dus aux mauvaises saisons ou bien aux difficultés imposées au commerce pendant les guerres. Entre 1815 et 1827, comme auparavant, les lois sur les grains furent supprimées ou modifiées dans les moments de disette possible; en 1826-1827, le prix du froment aurait été de 70 s. à 80 s. sans cette suppression, au lieu d'être resté au-dessous de 60.

Il faut remarquer encore que, si nous prenons des moyennes décennales, commençant avec l'année 1800, dans les dix premières années le prix est de 84 s. 8 d.; dans les suivantes, 1810-1819, il est de 91 s. 5 d.; 1820-1829, de 59 s. 9 d., 1830-1839, de 56 s. 9 d.; 1840-1846, de 57 s. 10 d. Pourtant, de 1815 à 1822, le froment ne pouvait pas être admis librement ou sans un droit nominal, à moins que le prix n'atteignît 80 s. et, à partir de 1828, 70 s. Il est donc clair que, dans ces conditions, le cours n'était ni forcé ni maintenu à la limite de la libre importation, puisqu'il était, en fait, avec la limite de 80 s., de 22 s. au-dessous et, avec 73 s. de limite, de 15 s. au-dessous comme moyenne. Il y eut également des moments d'incroyable bon marché, telle l'année 1835, où le blé valait 39 s. 4 d.

Le résultat à peu près constant de la législation fut d'accroître l'importance et d'augmenter la fréquence des fluctuations des prix. Cet effet, qui fut, comme nous le montrerons plus tard, un mal capital pour les fermiers, fut aussi un mal pour les consommateurs. Il est évident que le bas prix d'une année ne sera pas une compensation pour le consommateur, s'il subit l'année suivante un prix de famine ; il arriva même que, dans le cours d'une même année, les fluctuations furent importantes.

Dans ces conditions, toute élévation dans la mercuriale ou tout accroissement des fluctuations avait un effet assez considérable sur les salaires ou le bien-être des classes laborieuses ; à ce point de vue, les conséquences des lois sur les céréales ont été fâcheuses et vexatoires. Avec la misère du temps, la plus petite élévation dans le prix du pain était un grand mal ; après 1815, et particulièrement vers la fin de son empire, l'influence de la loi céréale était devenue réelle et sérieuse. La moyenne était un peu plus élevée et les prix extrêmes, à l'occasion, infiniment plus hauts que si le régime avait été celui des importations libres. L'importance du prix du grain à cette époque est prouvée par ce fait bien connu que le taux du mariage variait en sens inverse du prix du blé.

Une autre conséquence, qui n'est pas si évidente à première vue, a été signalée par Porter, il remarque : « qu'afin de procurer à leurs familles la subsistance nécessaire, les hommes travaillant aux pièces sont amenés à élever leurs prétentions plus que d'habitude et, par ce moyen, créent bientôt contre eux-mêmes une pénurie d'emploi qui les entraîne à se faire concurrence sur le marché du travail, jusqu'à ce qu'ils finissent par produire, en retour d'un effort grandement accru, un montant de salaire moins fort que celui qu'ils recevaient avant l'élévation du prix des denrées qui les a conduits à un plus dur labeur¹ ». Ceci n'est pas théorie pure ; il ressort, en effet, des renseignements donnés à un comité de la Chambre des lords sur les lois céréales en 1814, qu'un propriétaire était à même de faire des clôtures, des barrières, des drainages, etc., à un prix beaucoup plus modique qu'en d'autres moments, en raison de l'élévation du prix des denrées. Le renseignement se rapporte aux années 1812 et 1813, dans lesquelles le prix moyen du blé fut respectivement, on l'a déjà vu, de 126 s. et de 109 s., c'est-à-dire absolument excessif.

La simple vérité est que, pendant la période de la loi sur les céréales, le prix du pain fut le

1. *Progrès de la nation.*

facteur principal suivant lequel le confort matériel des classes laborieuses variait, et que plus les lois sur les grains élevaient les prix comme moyenne, plus elles pesaient lourdement sur les travailleurs.

Adam Smith ¹ a fait remarquer que l'intérêt du marchand qui commerce sur les blés à l'intérieur du pays et l'intérêt de la masse du peuple sont semblables, bien qu'ils paraissent opposés. Si, en effet, il fait monter les prix d'une façon excessive, la consommation diminuera, il est donc exposé à perdre une partie de son blé ou à le vendre par la suite dans de mauvaises conditions. « C'est l'intérêt du peuple que sa consommation du jour, de la semaine, de l'année soit proportionnée aussi exactement que possible à la provision existante. Or l'intérêt du marchand qui commerce sur le blé dans l'intérieur est absolument le même ². »

1. *Richesse des nations*, livre IV, ch. V.

2. *Richesse des nations*, livre IV, ch. V.

CHAPITRE IV.

LES LOIS CÉRÉALES AU POINT DE VUE DU PRODUCTEUR.

Le principe qui dominait les lois céréales, et qui subsista jusqu'en 1846, était que le producteur serait assuré d'un prix minimum pour son grain ; c'est ce qu'on appelait fort justement, au moyen âge, le « juste prix » ; c'est ce qu'on a nommé plus tard un prix suffisamment rémunérateur.

Durant les soixante premières années du XVIII^e siècle, le total du blé exporté fut de 33 millions de quarters environ, et le montant de la prime accordée pour cette exportation de six millions de pounds. Pendant cette même période, nous l'avons vu, l'importation fut d'un million et demi de quarters, c'est-à-dire que son importance fut assez minime : le pays produisait assez de blé, non seulement pour sa consommation, mais aussi pour l'exportation, qui, stimulée par des primes, s'éleva en certaines années au huitième de la consommation. Sans prime, il est très probable qu'on aurait cultivé moins de froment, et

que, dans l'ensemble, les fermages auraient baissé. Mais, à ce moment, nous le savons, le cours des prix n'est pas élevé. On se plaint fréquemment, on dit que le propriétaire foncier est ruiné, et que, par suite du bon marché des denrées, les classes ouvrières ne fournissent pas l'effort nécessaire au développement des manufactures.

En 1670, l'importation du blé avait été soumise à un droit de 16 s. le quarter, si le prix n'excédait pas 53 s. 4 d. Ce droit était ensuite de 8 s. jusqu'à ce que le prix s'élevât à 80 s. Ces chiffres montèrent parfois à 17 et 22 s. et subsistèrent jusqu'en 1773. Mais, ainsi que le signale Adam Smith, si l'on excepte quelques années particulièrement mauvaises, le premier de ces prix ne fut que très rarement atteint, et le second ne le fut jamais. Dans les mauvaises années, les droits furent invariablement suspendus, à tel point que, jusqu'en 1773, les droits à l'importation furent pratiquement inappliqués ; ils ont cependant eu de l'utilité. Si le grain, en effet avait pu être importé quand le prix était au-dessous de 48 s., il aurait été réexporté et aurait obtenu une prime. C'est un exemple de la manière dont une taxe ou une réglementation en entraîne de nouvelles. L'élévation des prix en 1766 fit penser qu'en fixant une limite plus basse à la libre importation, on obtiendrait de bons effets. En consé-

quence, le blé étranger put, en 1773, être importé, moyennant un droit nominal de 6 d. le quarter, quand le blé indigène était au-dessus de 48 s. Cette nouvelle limite était très supérieure au cours des prix qui avaient fait loi durant le siècle. Comparée avec les lois subséquentes, celle-là semble être en faveur des consommateurs ; elle passa sans doute sous l'impression qu'il y aurait très peu d'importations, et que le droit nominal prendrait la place de celui qui avait été temporairement supprimé. Sous l'influence de saisons mauvaises et de la révolution industrielle, le prix du grain s'éleva naturellement et le pays, au lieu d'être exportateur, commença à établir une balance d'importation. Les propriétaires fonciers craignirent que les importations libres n'empêchassent leurs revenus de s'élever, et, en 1791, la limite pour l'importation monta de 6 d. à 54 s. Ce fut le début du conflit entre propriétaires et consommateurs.

Aux causes économiques naturelles qui firent monter les prix vint s'ajouter une hausse de la limite fixée à la libre importation ¹.

Considérons maintenant les effets de ces mesures restrictives sur les fermages ; pour cela, distinguons l'influence des lois céréales ou des

1. NICHOLSON, *History of the English corn laws*, p. 72.

droits protecteurs de celle qui, à des titres divers, put tendre à élever les fermages. Il est juste, nous semble-t-il, d'accepter l'opinion raisonnée de Tooke, qui prétend que les lois céréales, jusqu'en 1815, n'eurent guère d'action sur les fermages. L'élévation des fermages, Porter l'a montré, a été plus grande dans les premières années du XIX^e siècle, quoique la hausse ait commencé dans le dernier quart du XVIII^e siècle. Autrement dit, la hausse des fermages est plus grande à l'époque où les restrictions demeurent pratiquement peu efficaces.

Dans le comté d'Essex, des fermes louées avant les guerres de la Révolution française, à raison de 10 s. l'acre (40 ares), sont louées en 1812 de 45 à 50 s. Dans le Berkshire et le Wiltshire, on voit alors des terres qui acquièrent une valeur locative cinq fois plus grande que la valeur primitive. Cette énorme élévation pourrait être attribuée seulement aux lois céréales, si ces lois avaient été effectivement la principale cause de la hausse des prix ; mais elles sont restées jusque-là presque sans action sur eux. Les véritables causes de la hausse des prix, nous les avons signalées précédemment, et nous n'y reviendrons pas.

Le prix du grain est seulement un des facteurs qui déterminent le prix des fermages; la période que nous étudions est celle de l'extension de la

culture et, comme corollaire, de l'emploi de méthodes perfectionnées et dispendieuses; c'est une cause certaine de l'élévation des fermages. Toutefois, l'effet des perfectionnements sur les revenus est une théorie assez sujette à caution : d'une manière générale, les perfectionnements peuvent abaisser les revenus, si, par l'abondance de la production, ils abaissent les prix ; mais, si les prix, pour d'autres causes, se maintiennent constants, une plus grande production peut payer un fermage plus considérable.

En résumé, l'élévation des fermages ne fut pas due, jusqu'en 1815, aux lois céréales, mais à d'autres causes réelles. Au moment de la guerre, les propriétaires craignirent une baisse des prix et une chute des fermages ; aussi, la loi de 1815 qui proscrivait l'importation du blé étranger quand le blé indigène était au-dessous de 80 s., fut due en grande partie à la peur d'une baisse des fermages. Les classes terriennes croyaient sincèrement qu'une chute des fermages aurait été ruineuse pour le pays. A partir de 1815, les mesures restrictives sur les importations, quand elles furent effectives, élevèrent dans une certaine proportion les prix au-dessus du cours qui aurait été atteint sans cela, et l'intérêt du propriétaire se trouva en opposition avec celui du consommateur.

L'effet des lois céréales sur les fermages ne doit pas être exagéré: l'énorme élévation qui se produisit avant 1815 ne se maintint pas, quoique Porter calcule que la moyenne du fermage pour un acre de terre arable ait doublé entre 1790 et 1846; et l'abrogation des lois céréales n'eut, pendant longtemps, aucun effet adverse sur les fermages.

Par l'accroissement des fluctuations dans les prix les lois céréales peuvent, indirectement, avoir accru les fermages. Leur élévation conduisit naturellement à l'absorption des plus petits propriétaires par les plus grands et encouragea les clôtures: c'est un résultat qui mérite d'être signalé, mais, encore une fois, il ne peut être attribué aux lois sur les céréales qu'en conséquence de leurs effets sur les prix.

Arrivons aux effets des lois céréales sur les tenanciers ordinaires. La législation s'est efforcée d'empêcher la spéculation et de régulariser le commerce des grains, de protéger le consommateur contre le monopole du trafiquant. A ce moment, on pensait généralement, ainsi que le fait remarquer Adam Smith ¹, que, même dans le cours ordinaire des affaires, le blé serait acheté meilleur marché au fermier qu'au marchand de

1. *Richesse des nations*, livre IV, ch. V, p. 124.

grain. Les lois réglementant le commerce avaient pour résultat de pousser le fermier à agir comme un marchand : c'était là de mauvaise économie. Le commerce des grains exigeait un certain apport de capital, demandait un certain travail et de l'aptitude pour les affaires.

Le fermier était obligé de consacrer une partie de son capital et de ses énergies au commerce du grain ; c'était autant de soustrait à la culture proprement dite et à la terre. Quant à la capacité professionnelle nécessaire, les restrictions contrariaient la division du travail et la spécialisation. L'effet général de ces restrictions fut, non seulement, comme on l'a déjà vu, d'élever la moyenne des prix pour le consommateur, mais d'amoindrir l'emploi effectif du capital du fermier et de lui donner, de cette façon, un moindre retour.

La production du blé étant sujette à de grandes fluctuations avec les saisons, le fermier avait à choisir entre la vente directe aux consommateurs, à très bas prix dans les temps d'abondance, et l'emmagasiner alternatif du grain dont il se chargeait lui-même. Or cet emmagasinage n'était pas seulement hasardeux ; il entraînait aussi l'inutilisation d'un capital qui aurait pu être mieux employé au profit de la terre. Puis le fermier ne pouvait pas espérer acquérir une

aussi grande habileté qu'un trafiquant de profession sur le cours probable des marchés. Ces remarques, qui sont d'Adam Smith, sont appuyées sur le raisonnement et sur l'histoire.

Il y eut un relâchement graduel dans l'application des lois restrictives du commerce des grains, et, pour la plupart, elles furent abrogées par une loi de 1772. Le préambule de cette loi pourrait avoir été écrit par Adam Smith lui-même, bien que, en fait, il ait précédé de quatre ans la publication de la « Richesse des Nations ». « Attendu, dit ce préambule, qu'il a été prouvé par l'expérience que les restrictions apportées par plusieurs statuts au commerce des grains, farine, viande, bétail et de plusieurs autres sortes de victuailles, ont une tendance à décourager la production et à augmenter les prix en empêchant un libre commerce desdites nécessités... » On reconnaît bien là les doctrines de l'école dont Adam Smith fut le chef.

Les vieux statuts furent donc abrogés, quoique la loi commune considérât encore l'accaparement et la spéculation comme des actes coupables. La persistance des vieilles idées sur l'action néfaste du marchand de grains se retrouve jusque dans les discours et les discussions de 1856 au sujet des statistiques agricoles publiées par le gouvernement. On supposait évidemment

que le gros marchand avait, sur le petit fermier, un avantage illégitime, et l'obligerait, en conséquence, à vendre à plus bas prix que ne l'exigeait la justice. C'était confondre le commerce habituel avec la spéculation extraordinaire, et donner plus d'importance qu'il ne convient à l'influence commerciale du négociant, comparée à celle du fermier.

Un fait intéressant est mentionné incidemment par Adam Smith : il montre l'importance du spéculateur en grains pour le fermier. Smith établit que le marchand de grains passait généralement un contrat avec quelques fermiers, qui s'engageaient à lui fournir, pour un certain nombre d'années, une certaine quantité de grains à un certain prix. Le prix de ce contrat était arrêté d'après ce qu'on supposait juste et raisonnable, c'est-à-dire, avec l'interprétation d'Adam Smith, selon le prix ordinaire ou moyen. Cet usage semble avoir été abonné vers l'époque de la Révolution. L'effet économique naturel de la spéculation *bona fide*, pour le grain comme pour autre chose, est d'affermir les prix : et, comme règle générale, il vaut mieux pour le fermier que ce rôle soit rempli par un trafiquant.

La prime, en débarrassant le marché dans les moments d'abondance, amoindrit le cours des fluctuations des prix aussi bien que par sa sup-

pression en temps de disette. Dans ce cas, elle est donc avantageuse pour le fermier ; car elle lui donne une plus grande sécurité ou maintient les prix au-dessus d'un niveau non rémunérateur. Si, comme Adam Smith l'a discuté, la prime élevait la moyenne des prix, ce qui n'est pas prouvé, le surplus de gain serait sans doute absorbé par le propriétaire ; on peut supposer aussi qu'une partie de la prime payée à l'exportation a été aux propriétaires de la terre sous forme de fermages plus élevés. Quelque part sans doute a été absorbée par les spéculateurs ; mais il est peu probable qu'une part quelconque soit allée au fermier tenancier ; si le fermier gagna quelque chose, cela vint de la plus grande fixité des prix. Un caractère frappant de cette période d'extrême protection agricole est que les plaintes des agriculteurs sont continuelles ; les questions qui concernent l'agriculture sont posées à commission sur commission, et les libres-échangistes prennent l'habitude d'user de leur argument favori : plus grande est la protection, plus grande est la détresse ; plus grande est la détresse, plus on accorde de protection, plus on en demande. On en vint à affirmer que 120 s. le quarter était le prix naturel et rémunérateur du blé, ce qui est très exagéré.

Nous avons vu que la grande élévation des prix dans la première moitié du XIX^e siècle ne

peut être attribuée que pour une faible part aux lois céréales existantes. Les prix étaient naturellement élevés; et, dans les années de pénurie, les importations étaient considérables en dépit des droits, tout simplement parce que la limite de la libre importation avait été dépassée, et que les restrictions étrangères n'étaient pas complètement effectives. (On sait que le blé fut importé de France même quand les deux pays furent en guerre.) Sans les importations, les prix auraient été encore plus élevés; or elles n'étaient pas arrêtées, en fait, par les lois. En 1810 par exemple, le blé, dans la première semaine d'août, s'éleva à 116 s.; mais en même temps, en conséquence de la loi de 1804, il pouvait être importé avec un droit nominal quand le prix était au-dessus de 66 s., de sorte qu'il y avait 50 s. de marge. Les réelles difficultés de l'importation sont dans les restrictions de l'étranger sur les exportations et dans les risques, assurances, licences de navigation, qui furent très augmentés par la guerre et s'élevèrent de 30 à 50 s. par quarter. Pourtant, les lois céréales augmentèrent, dans une certaine mesure, les fluctuations des prix; cet effet fut plus sensible après 1815. Véritablement, quand des influences si multiples tendent à amener ces fluctuations (saisons, guerres, rumeurs de guerres, obstruction des trans-

ports), il est impossible de déterminer de façon précise le degré d'influence des lois¹.

Prenons le cas de l'effective prohibition des importations quand le prix n'a pas atteint une certaine limite. Il est clair que, par le fait d'un léger déficit dans la production indigène, les prix tendent à se précipiter jusqu'à la limite de la libre importation. Puis encore, l'exportation ne fut pas permise, durant une longue période, tant que le prix n'était pas tombé à un certain point, et, quand il atteignait ce point, la prime intervenait comme stimulant. La conséquence naturelle était qu'avant que le marché indigène pût être soulagé, d'après le point de vue des producteurs, les prix devaient tomber à cette limite de l'exportation; ainsi de rapides fluctuations entre les extrêmes.

L'effet des deux sortes de réglementations devait être de faire varier rapidement les prix entre le haut et le bas, suivant la production de chaque année, ou entre les limites respectives fixées pour l'importation et l'exportation.

Ceux qui imaginèrent les lois de 1804 et de 1815 supposaient que le prix serait maintenu à la plus haute limite, simplement par prévention contre l'importation, jusqu'à ce que cette limite fût

1. NICHOLSON, *History of the English corn laws*, p. 90.

atteinte. Ils pensaient qu'un prix stable et rémunérateur pouvait être assuré par la seule réglementation des importations.

Par la loi de 1804, la prime était maintenue à 5 s., et, comme auparavant, devenait seulement exécutive quand le prix était tombé à 48 s. Avec le cours des prix du moment, cette partie du système était non seulement inexécutive, mais il semblait à peu près impossible que le prix tombât jamais plus à la limite d'exportation. Logiquement, dans l'intérêt de la terre, ceux qui désiraient maintenir un prix ferme et rémunérateur auraient dû, comme il a été démontré par Tooke, accroître la prime et fixer la limite d'exportation pour obtenir cette prime à un taux plus élevé, soit, par exemple, la prime à 12 s. et le prix d'exportation pour la prime à 60 s. Au lieu de cela, la réglementation des exportations fut abandonnée en 1815.

Chose curieuse, lorsque le but avoué des lois céréales était de maintenir des prix rémunérateurs et d'empêcher les fluctuations, les mesures législatives adoptées étaient incapables d'assurer ces résultats. Si la vieille police de la prime avait été maintenue avec des modifications suivant les circonstances, l'oscillation des fluctuations eût été moindre, et le cours moyen des prix aurait été plus élevé. C'était certainement un

avantage pour le consommateur que le cours ne fût pas élevé, mais ce n'était pas la seule idée des législateurs du temps; ils visaient à la stabilité et ils augmentaient les fluctuations.

De même, l'application d'une échelle mobile de droits et du système de la gradation devait amoindrir les fluctuations; en réalité, elle les accrût. Tooke l'a montré en s'appuyant sur l'histoire des prix.

Il y avait une tendance générale à faire varier la quantité de terreensemencée suivant les mouvements des prix. Étaient-ils élevés, les terres inférieures étaient cultivées, et le capital employé à améliorer les terres labourables. Avec de bonnes saisons, le surcroît de la production amena une chute des prix ruineuse pour le producteur. Lorsque les prix s'élevaient, les fermiers acceptaient de plus hauts fermages; deux ou trois années de baisse arrivaient et ils étaient ruinés: bref, la spéculation se donnait libre cours. Toutefois, le stimulant apporté aux améliorations, l'extension de la culture, l'augmentation des clôtures permirent au pays de fournir en moyenne une quantité de grains plus grande qu'il n'aurait pu le faire sans cela. En dépit des restrictions sur les importations, il est certain que les prix moyens du blé furent raisonnables pendant les douze années qui ont précédé 1846, résultat dû

en partie aux progrès de l'agriculture et à un bon système de drainage. Mac Culloch, soit dit en passant, remarque que, de 1771 à 1791, moment où l'établissement des clôtures eut le plus de conséquences, il n'y eut pas d'élévation des prix.

Les défenseurs des lois céréales supposaient que l'agriculture serait ruinée par leur abrogation. Or, jusqu'en 1872, tout le monde sait que l'agriculture fut florissante. Même pour le grain, la baisse des prix ne fut ni aussi grande ni aussi rapide qu'on l'attendait, et il y eut des compensations dans l'encouragement donné indirectement à d'autres sortes de produits. Au moment où les fermages avaient quintuplé dans certains cas et avaient plus que doublé en moyenne, les salaires du journalier baissèrent. « Le simple travailleur, dit Porter, celui qui n'avait rien à porter au marché que ses membres et ses muscles n'eut point de participation à cette compensation partielle pour les gros prix. Si, aux deux périodes de 1790 et 1800, nous comparons le salaire des ouvriers laboureurs à celui des ouvriers industriels pour une semaine, en les évaluant d'après la quantité de blé qu'ils pourraient représenter, nous constatons que le premier pouvait, en 1790, payer 82 pints de blé (le pint équivaut à 37 centilitres environ), et

en 1800, ne pouvait plus en payer que 35, tandis que, pour l'artisan, les chiffres sont de 169 pints en 1790 et de 83 en 1800. Parler de l'état prospère du pays dans de telles conditions, c'est faux : il serait plus exact de comparer la situation à celle des habitants d'une ville soumise à une conflagration générale, dans laquelle quelques-uns s'enrichiraient brusquement en emportant les valeurs, tandis que la masse serait plongée dans la ruine et dans la misère. » Il est vrai que cette condition fâcheuse n'était pas due entièrement, ni même principalement, aux lois céréales; mais, pour le moment, le point important est qu'il ait pu y avoir une grande élévation des fermages sans un accroissement de prospérité pour le cultivateur. Le sujet est si important, qu'il serait nécessaire de citer le détail de quelques chiffres significatifs.

On ne possède pas de sérieuses statistiques des salaires agricoles de 1800 à 1846; mais certains faits et certains chiffres sont notés dans un rapport de Wilson Fox. Un compte rendu est fourni par un laborieux fermier d'Essex, dont la famille occupait, depuis un siècle, la même ferme de cent acres. En 1800, le cours d'une semaine de travail était de 10 s. En 1802; de 12; il resta stationnaire jusqu'en 1812 et monta alors à 15. Dans cette ferme, entre 1835 et 1846, les gages

oscillèrent entre 9 et 11 s., la moyenne étant de 10 s. 2 d. par semaine. Dans le Herefordshire, de 1819 à 1846, le cours varia entre 8 et 10 s., et ce dernier chiffre ne fut atteint que pendant cinq ans.

Jusqu'en 1834, les salaires furent supplémentés par le système des remises, et il y eut toujours quelques éléments de gages réels sous forme de gratifications et de gains exceptionnels. M. Bowley, dans son ouvrage sur les salaires au XIX^e siècle, donne une table pour le comté de Sussex. Faisant la somme des résultats pour ce comté avec la base de 8 s. 6 d. pour commencer, en 1770, il trouve que les salaires en argent augmentèrent d'environ 50 % entre 1770 et 1813, qu'ils tombèrent ensuite de 30 %, puis se relevèrent lentement à leur premier maximum, celui de 1813, depuis lequel ils ont baissé légèrement.

Ce qui doit nous frapper dans l'ensemble des salaires agricoles, c'est leur stabilité comparative. De 1767 à 1827, si nous exceptons le point maximum de 1813, ils varient entre 8 et 10 s.; de 1827 à 1846, ils varient entre 10 et 12 s. Evidemment, avec cette stabilité des salaires nominaux, le prix du blé doit être un élément important de la réalité du salaire. Si le prix était très élevé, le journalier en était réduit au moindre gain ou à l'aide misérable, et réciproquement, chaque baisse

de prix signifiait une élévation des salaires réels. Ainsi, en 1813, l'année maximum, les salaires pouvaient seulement payer 4 pecks de blé (9 litres 08), ce qui indique un minimum de salaires réels.

Il ressort très clairement de cet exposé que l'ouvrier agricole fut intéressé au prix du blé, non comme producteur, mais comme consommateur. Au lieu de répondre à une élévation des prix, les salaires réels baissèrent généralement. La découverte de ce fait eut beaucoup d'influence sur Robert Peel.

Si l'importation était toujours libre, les fermiers et les propriétaires retireraient sans doute moins d'argent de leur blé, mais l'argent qu'ils en retireraient aurait plus de valeur ; par conséquent, leur richesse réelle serait la même, leurs revenus semblables.

CHAPITRE V.

LES INTÉRÊTS DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE.

Il serait peu exact de considérer l'histoire des lois céréales comme celle d'un conflit d'intérêts de classes se terminant, à l'abrogation, par la victoire du consommateur et, en particulier, du journalier pauvre sur le possesseur de la terre ¹.

Les premières lois céréales visaient avant tout des questions de moralité ; en restreignant le trafic et la spéculation, elles furent, à bien des points de vue, analogues aux lois contre le prêt à intérêt ou contre l'usure. Réaliser un gain en retenant des grains pendant un certain temps afin de les revendre avec bénéfice, était réputé immoral ; il fallut des siècles à l'esprit humain pour se débarrasser de l'odieux attaché au commerce d'un trafiquant en grains. Ce fut seulement au XIX^e siècle que les entraves sur la spéculation et la réglementation du prix du pain furent abandonnées. Qu'on ne vienne pas à ce propos

1. NICHOLSON, *History of the English corn laws*, p. 103.

nous rebattre les oreilles de l'ignorance des siècles passés ou tourner en dérision les idées de nos pères : tous les esprits indépendants savent, même lorsqu'ils refusent d'en convenir, que la spéculation sans frein et sans règles, telle qu'elle règne aujourd'hui en maîtresse dans tous les domaines, est l'un des pires fléaux d'une société corrompue.

Les premiers règlements concernant l'exportation du grain mirent au jour un débat constitutionnel qui dura des siècles. et sur lequel nous n'avons pas l'intention d'insister. Le pouvoir qu'avait la Couronne d'entraver les exportations fut souvent dirigé contre les Etats étrangers dans un but politique, par voie de représailles ou avec le désir d'affaiblir leurs ressources. En 1845, Robert Peel soutint la proposition qui voulait que les lois céréales fussent suspendues par un ordre du conseil ; mais, plus tard, il s'arrêta à cette conclusion que suspension signifiait abrogation.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, ou peu s'en faut, la balance du commerce fut en faveur de l'exportation, encouragée par des primes depuis 1689. Les chiffres déjà donnés sur la valeur des exportations et des importations durant le siècle montrent que le revenu public, au total, doit avoir été en perte,

Avec le XIX^e siècle, les importations commencèrent à s'accroître ; et, à l'exception d'une année où le grain fut exporté pour cause d'opérations militaires, le pays devint et resta en balance une contrée d'importation. Dans les vingt premières années du siècle, bien qu'il y ait eu parfois de nombreuses importations, et que le taux des droits ait semblé très élevé, il n'y eut pas pratiquement de production de revenu ; il n'y avait, en effet, qu'un droit nominal et seulement quand le grain avait atteint un certain prix. Les droits étaient protecteurs, non fiscaux.

Pendant les vingt-cinq années suivantes (1820-1845), la moyenne des importations augmenta, et, avec le système des droits gradués en vigueur, le grain importé produisit souvent un revenu. Pour les six années, 1840-1845, le montant des droits de douane perçus pour le grain fut d'environ un million de pounds par an. Au moment de l'abrogation, les taxes produisaient un revenu important qui pouvait, on commençait à le comprendre, être accru par l'abaissement de ces taxes. Sans doute, un droit modéré aurait donné un revenu considérable ; on ne maintint pourtant que le droit d'enregistrement de 1 s. par quarter, ce qui fut très critiqué. On prétendit qu'un droit fixe modéré aurait pu être conservé avec avantage pour les finances et sans aucun fardeau sé-

rieux pour les contribuables : la preuve en est que le droit de 1 s. par quarter produisit plus de deux millions de pounds dans une seule année. Le malheur, c'est qu'on ne peut pas considérer les droits sur le grain en raison seulement de ce qu'ils produisent comme revenu. Outre ce qu'ils ont donné au trésor, on doit examiner ce qu'ils ont enlevé au peuple. Sans descendre dans le menu détail, nous pouvons tenir pour certain que, lorsque les importations étaient considérables et les droits élevés il en résultait aussi une considérable hausse des prix pour le consommateur. Non seulement, le blé importé, mais tout le blé récolté dans le pays montait.

Il est impossible de donner une estimation complète de l'élévation des prix due aux lois céréales. Mac Culloch ¹ estime que, pendant les six années précédant l'abrogation, le prix des grains de toute espèce s'éleva en moyenne de 6 s. le quarter. Supposons que le blé ait monté de 10 s. le quarter quand le droit était de 20 s., et supposons que, selon l'estimation ordinaire, chaque habitant ait consommé un quarter : cela voudrait dire que deux millions de quarters de blé étranger ont payé environ deux millions de livres sterling de droits et que 17 millions de blé

1. *La fortune des nations*.

indigène n'ont payé aucun droit, mais qu'en conséquence du droit payé par le blé étranger, ils ont imposé au peuple huit millions et demi de pounds par suite de la hausse des prix. Cet argument fut l'un des plus populaires et des plus souvent invoqués en faveur de l'abrogation des lois céréales. On avança aussi généralement que la totalité de cette somme, prise dans les poches du peuple, était allée dans celle des grands propriétaires sans avantages comme compensation. Mac Culloch croit que de cette perte du consommateur ainsi calculée, un quart ou un cinquième peut-être, alla aux grands propriétaires. On est maintenant d'accord pour penser que des droits différentiels comme ceux-ci ne permettent d'obtenir un revenu que par des moyens ruineux et peu équitables. En fait, leur objet n'est pas fiscal; il vise un but social, et ce fut le cas des droits sur les grains; c'est d'ailleurs au moment où ils furent supprimés qu'ils devenaient importants et productifs, financièrement parlant¹.

Certains esprits ont cru que, par les lois céréales, l'Etat avait la pensée d'encourager la culture du froment dans l'intérêt de la population rurale, avec l'espoir de conserver un emploi aux travailleurs dans le pays. Si l'encouragement direct

1. NICHOLSON. *History of the English corn laws*, p. 114.

à la culture des céréales n'était plus nécessaire, l'idée politique persista dans toute sa force jusqu'à l'époque de l'abrogation. La prime développera l'agriculture, conservera ou augmentera la population rurale ; c'est une des raisons, disait-on, pour lesquelles il faut la maintenir ; le même argument était mis en avant par ceux qui défendaient les droits d'importation.

A la fin du XVIII^e siècle, on supposait qu'un accroissement de population était l'un des plus grands signes de progrès, et on considérait la population agricole avec une faveur spéciale ; elle passait pour être le soutien et la force de l'Etat. Au commencement du XIX^e siècle, cet idéal patriotique avait été obscurci par la crainte du paupérisme et du vagabondage ; le naturel accroissement de la population avait été quelque peu arrêté par les mesures répressives adoptées en dépit du prix très bas des subsistances.

Il est difficile d'apprécier, même de la manière la plus incomplète, l'effet des lois céréales sur le mouvement imprimé au labeur rural pendant le XIX^e siècle jusqu'à l'abrogation. Il est vraisemblable qu'il a été minime. En dépit des droits protecteurs fort élevés, la proportion des familles agricoles a été constamment en déclinant : de 35,2 % sur le nombre total des familles en 1811 elle est tombée à 25,9 % en 1841. Entre 1821,

et 1831, il y eut une grande chute dans le nombre des familles agricoles, malgré un accroissement d'environ 19 % dans le nombre total des familles de la Grande-Bretagne. Nous ne voulons pas entrer dans de plus grands développements sur la question de la dépopulation rurale. Il suffit d'insister sur ce fait qu'avant l'abolition des lois céréales, une diminution absolue s'était déjà manifestée en dépit d'un accroissement rapide de la population totale. On peut certainement soutenir que les lois céréales avaient, au moins dans une faible mesure, entravé cette décroissance, et on peut supposer que, si elles n'avaient pas été abrogées, la diminution de la population rurale n'aurait pas été aussi considérable. En Allemagne, actuellement, le principal argument en faveur des droits sur le grain est cette même nécessité d'encourager la population rurale.

De 1800 à 1846, il y a eu de grands progrès de toutes sortes en agriculture, et la production a été largement accrue ; mais ces progrès ont consisté surtout en économies de travail ou, tout au moins, la production s'est accrue sans un accroissement correspondant de la somme de travail demandé. Dans tous les pays, depuis les temps les plus reculés, on s'est plaint du développement exagéré des villes et des cités aux dépens des campagnes. Une loi des céréales peut,

jusqu'à un certain point, mettre obstacle à cette tendance, mais elle n'est pas suffisante pour la vaincre complètement. Pour savoir si l'obstacle que des mesures restrictives sur les importations peuvent apporter à la dépopulation rurale est chose avantageuse pour la nation, il faut étudier tout le système de protection et de direction des industries par l'Etat. Lorsque Adam Smith¹ attaqua et détruisit le vieux système commercial dont les lois céréales formaient une partie si importante, il était naturel qu'il s'étendit sur les abus existants ; il avoue cependant qu'à son origine, et si l'on tient compte du système qu'on remplaçait, celui-là n'était pas déraisonnable.

Quand, à la fin du XVIII^e siècle, les importations commencèrent à dépasser régulièrement les exportations, c'est sur le terrain de la puissance nationale qu'on se plaça pour défendre les restrictions aux importations, et l'on parla des rapports existant entre l'indépendance nationale et les denrées alimentaires. La validité théorique du principe en lui-même a été admise par tous les économistes depuis Adam Smith. Quand un produit quelconque est nécessaire pour la défense de la nation, Adam Smith soutenait qu'il est inopportun de compter sur des

1. *Richesse des nations*, livre IV, ch. II, p. 41.

sources étrangères de production. Ce raisonnement est implicitement contenu dans ce principe que la plus complète liberté du commerce des blés ne pouvait pas faire de tort à la production anglaise, et l'idée prévalut, jusqu'à l'abrogation des lois céréales, que chaque pays devait en effet se suffire avec ses propres ressources alimentaires, et qu'il n'y avait pas à craindre que son indépendance sur ce terrain fût sérieusement menacée. On répond très facilement à l'argument qui invoque l'indépendance nationale : par l'abolition des lois restrictives des importations, la puissance du pays serait accrue dans une mesure beaucoup plus large, et son indépendance beaucoup plus effectivement favorisée. L'accroissement de richesse entraînerait le développement de la puissance navale, et la puissance navale est un meilleur moyen de défense qu'une importante production de céréales. Tooke a d'ailleurs prouvé que les obstacles au commerce du grain avant 1846 avaient sérieusement atteint le commerce maritime. Ceci nous conduit à remarquer que les lois céréales ne furent qu'une partie des mesures adoptées pour protéger les productions alimentaires nationales.

Dans de nombreux cas, jusqu'à leur abrogation, l'importation de toutes sortes d'animaux vivants ou morts fut absolument prohibée. Du

reste, Robert Peel prépara la voie à l'abrogation des lois céréales en réduisant les droits sur d'autres denrées. Dans ce rapprochement, nous trouvons une nouvelle raison qui montre l'impossibilité d'apprécier, par un simple appel aux faits, l'influence des lois céréales sur la condition générale de l'agriculture et sur les intérêts des diverses classes : propriétaires, fermiers et ouvriers. Si la protection profita à l'agriculture nationale en ce qui regarde le grain, elle la favorisa aussi en ce qui concerne d'autres produits. De même, si les lois céréales furent nuisibles, les mesures restrictives sur d'autres produits alimentaires le furent aussi. Les entraves mises à l'importation des denrées alimentaires avaient des défenseurs qui ne se plaçaient pas seulement sur le terrain de l'indépendance nationale, mais sur tous les terrains associés à la protection des industries essentielles et primordiales.

Nous sortirions de notre cadre en discutant le cas de la protection de l'industrie indigène en général; mais il est certain que l'abrogation des lois céréales fut une partie du mouvement vers le libre-échange, mouvement qui avait fait un progrès considérable avant 1846. D'ailleurs, en Angleterre et hors de ce pays, les lois céréales étaient la partie principale et la plus importante du système protecteur.

Quand les nations du continent furent invitées à réduire leurs tarifs, elle dénonçaient toujours les lois céréales anglaises. Un incident remarquable se produisit au moment de l'établissement du tarif des Etats-Unis en 1824. Le ministre de Grande-Bretagne à Washington écrivit à Canning : « S'il n'avait pas existé de lois restrictives sur l'importation du blé américain en Europe, et spécialement en Grande-Bretagne, il est à peu près certain que le tarif des Etats-Unis d'Amérique n'aurait jamais passé devant aucune chambre de congrès, puisque les grands Etats agricoles, et particulièrement la Pensylvanie, principal promoteur de la question, seraient restés indifférents, s'ils n'avaient pas été opposés à sa promulgation. » Dans la même missive, il est dit que le maintien des lois céréales amena les Américains à suspecter l'intention, pourtant très réelle de l'Angleterre, de supprimer les autres restrictions, notamment la modification des actes de la navigation par Huskisson. Ils prêtèrent à l'Angleterre des desseins insidieux et le projet de prendre ensuite avantage des concessions arrachées aux autres pays. Dans cette circonstance, on peut rappeler l'opinion de List, qui affirme que la Grande-Bretagne aurait dû, dans son propre intérêt, adopter le libre-échange et abroger les lois céréales

immédiatement après la conclusion de la guerre, en 1814.

En considérant ces manifestations de l'opinion dans les pays étrangers, en les entendant affirmer qu'ils n'avaient fait que suivre l'exemple de l'Angleterre en adoptant le régime protecteur, il était naturel de supposer que, si l'Angleterre adoptait le libre-échange, spécialement pour les grains, d'autres nations entreraient à sa suite dans cette voie. Cet espoir fut exprimé par les avocats de l'abrogation avec une trop grande exagération parfois, et avec trop peu de prudence. L'abrogation fut défendue et acceptée au nom des intérêts anglais, sans espérance ni souci de réciprocité de la part des autres nations.

Un caractère intéressant des droits sur le blé, c'est le privilège accordé aux produits des colonies britanniques. Dès 1766, les froments des colonies anglaises furent admis francs de tout droit, alors que les grains étrangers étaient soumis à des taxes fort lourdes. En 1791, on adopta un projet qui abaissa la limite de la libre importation pour les colonies. Quand le prix était, en Angleterre, de 52 s., le grain colonial était frappé d'un droit de 6 d. et le grain étranger n'était admis avec cette même taxe que lorsque le prix était à 54 s. Ce mince privilège fut augmenté en 1804 : un droit nominal frappa les blés coloniaux

quand les blés anglais valaient 56 s.; une taxe identique était due par les blés étrangers quand les blés anglais atteignaient 66 s.

En 1815, le blé colonial était admis librement à 67 s., tandis que, pour le blé étranger, la limite était élevée à 80 s. En 1822, la limite de franchise coloniale était 71 s., et, pour l'étranger, 85 s.

En 1827, un plan différent fut adopté, et une échelle graduée fut établie avec des droits plus bas pour les produits coloniaux. Le droit maximum pour le blé colonial était de 5 s. le quarter, pendant que le maximum pour l'étranger était de 20 s. 8 d. En 1842, les prix auxquels ces tarifs étaient imposés furent tellement abaissés, que le blé colonial payait seulement 1 s., si le prix était de 58 s., et seulement 5 s. comme maximum quand le prix était au-dessous de 55 s. Le blé étranger payait 20 s. comme maximum et selon l'échelle, à 55 s.; le blé colonial devait payer seulement 5 s. et le blé étranger, 17 s.

En 1843, en considération du droit de 3 s. imposé par le Canada sur le blé importé de lieux autres que la Grande-Bretagne et les possessions britanniques, le blé de ce pays fut admis en Angleterre au droit de 1 s., par quarter avec des droits correspondants pour la farine; ce privilège était accordé au Canada aussi longtemps

qu'il retiendrait son tarif différentiel contre les pays étrangers. L'effet immédiat fut d'accroître les importations du Canada. En 1846, quand l'abrogation fut appliquée graduellement aux produits des contrées étrangères, elle ne donna son plein effet qu'en 1849, et les produits des possessions britanniques hors d'Europe furent admis moyennant un droit fixe de 1 s. Il est impossible d'apprécier les effets particuliers de ces préférences accordées aux blés coloniaux ; elles doivent être considérées comme une partie du système de politique coloniale¹.

En 1840, d'après le rapport de Porter, il y avait quatre-vingts droits différentiels en faveur des productions coloniales. Dans bien des cas, les chiffres cités viennent de nous l'apprendre, quoique la colonie fût favorisée, ses produits payaient cependant un droit assez lourd à la métropole. Ce ne fut que lorsque le Canada eut accordé un privilège illusoire au grain anglais que le sien fut admis dans les ports britanniques avec un droit nominal. En fait, les privilèges accordés par la mère patrie aux produits coloniaux, y compris le grain, furent relatifs et non absolus. Les procédés employés consistèrent souvent à charger l'étranger et à protéger la produc-

1. Bowley *England's foreign trade*.

tion indigène; mais nous n'avons pas à examiner en détail l'économie des privilèges coloniaux : qu'il suffise de dire que, peu après l'abolition des lois céréales, tout le système fut abandonné, et qu'il ne semble pas que les colonies aient souffert réellement de l'abolition du privilège. Elles pensaient qu'elles en souffriraient; aussi ressentirent-elles amèrement le retrait des privilèges, et l'agitation pour l'union avec les Etats-Unis fut plus forte qu'elle ne l'avait été à aucune autre époque. On avait créé un intérêt acquis; quand on voulut passer outre, l'union avec la mère patrie fut menacée.

Les privilèges accordés aux céréales, dit M. Nicholson, ne furent qu'une part, et non la plus importante, de la politique coloniale. Ils sont les types d'un système assez peu praticable, et ils ont contrarié, plutôt qu'ils ne l'ont favorisée, l'union plus intime de l'empire¹.

—1. *History of the English corn laws*, p. 141.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE VI.

LA CAMPAGNE DE COBDEN ET DE LA LIGUE.

Richard Cobden est né en 1804 ; son père était fermier d'un petit domaine du comté de Sussex ; il envoyait son fils garder les moutons. Tout jeune encore, on remarquait son esprit vigoureux, un caractère fortement trempé, un grand besoin d'activité.

Un de ses oncles était industriel à Londres ; quand il fut en âge de choisir une carrière et de se décider, Cobden se rendit près de lui, et commença son apprentissage commercial. La maison où il était fit faillite ; Cobden quitta Londres pour Manchester, où il devint bientôt chef d'industrie. Il visita la France, la Belgique et la Suisse pour compléter ses connaissances ; de retour en Angleterre, où il s'était toujours tenu à l'écart de la politique, il collabore au *Manchester Times*, en gardant le plus complet anonymat, puis se décide à faire paraître, sous son nom quelques brochures qui eurent un certain retentissement. Il fonde ce que nous appelle-

rions aujourd'hui des cercles ouvriers, où ces derniers occupaient sainement leurs loisirs par des divertissements ou par l'étude ; il préside l'inauguration de ces réunions, et prononce un discours avec une appréhension si grande, qu'il ne sut que le lendemain, par la lecture des journaux, ce qu'il avait dit ¹.

Nommé alderman de Manchester et membre de la chambre de commerce, sa notoriété sera déjà grande en 1835. Cette année-là, le blé vaut 39 s., l'industrie est florissante ; en 1836 et 1837, il monte à 55 s., une crise affreuse se produit. Beaucoup d'ateliers se ferment, d'autres ne travaillent qu'une partie de la semaine, des milliers d'ouvriers sont congédiés. Durant cette crise, Cobden voyage, mais les journaux le renseignent ; en 1838 il rentre en Angleterre, bien décidé à faire l'impossible pour obtenir une réforme sérieuse et complète. Il essaye d'abord d'entraîner la chambre de commerce ; comme toute collectivité, il la trouve prête à suivre un mouvement, non à donner l'impulsion.

Par suite d'une mauvaise récolte, le blé atteint en 1838 70 s. Un beau jour, Cobden apprend qu'à Bolton, petite localité toute voisine de Manchester, un médecin allait parler sur la loi

1. REYBAUD, *Economistes modernes*, p. 16.

céréale et ses effets : le succès fut considérable. Le représentant de Manchester au Parlement donna des banquets ; l'élan devint irrésistible. En octobre 1838, une association anti-corn-law était fondée. Dans le comité figuraient John Bright, Thomas Potter, George Wilson et Richard Cobden, l'agitation allait commencer. Ce fut dans une des premières réunions que Paulton récita les fameux vers : « Que veulent les lords, ces marchands de grain ? La rente. Pourquoi envoient-ils leurs frères au combat ? Pour la rente. Pourquoi votent-ils chaque année des millions arrosés de sang ? Pour la rente. Leurs richesses, leur santé, leur joie et leur mécontentement, leur but, leur pensée, leur religion se résument par un mot : « La rente, la rente, la rente ! » C'était la mise au ban d'une classe ; on ne s'en cachait pas. En décembre, la Chambre de commerce de Manchester se demanda si l'industrie, en se déclarant contre la protection en matière d'agriculture, y renoncerait en même temps pour elle-même. Cobden se prononça pour l'affirmative, envoya une adresse en ce sens à la Chambre des Communes, et eut le bonheur de la voir adopter à la presque unanimité. Définitivement organisée en janvier 1839, possédant déjà une caisse de 155.000 francs, l'anti-corn-law va prendre d'immenses proportions ; c'est à

Cobden qu'on doit tout le travail de préparation et d'organisation sans lequel aucune entreprise n'est viable. Les adhésions pleuvaient ; des pétitions se couvraient de signatures. Cobden fit adopter Londres comme siège central, et, le 4 février 1839, trente et un délégués de toute l'Angleterre se trouvaient réunis à l'hôtel Brown, en face de la Chambre des Communes. On résolut de soumettre une fois de plus la question des céréales à un vote du Parlement, dont la session venait de s'ouvrir. Le 12 février, M. Villiers fit cette motion : « J.-B. Smith, R. Greg et autres seront entendus à la barre de cette Chambre, avec leurs témoins, agents ou conseils, pour appuyer la pétition présentée par eux le 15 courant et se plaignant de l'action des lois céréales. » La motion fut rejetée par 361 voix contre 172 ; trois ministres du cabinet votèrent avec la minorité ; dans la majorité figuraient lord Palmerston et lord Russell. Le Parlement ne voulait rien entendre. Alors, avant de se séparer, les délégués tinrent une importante séance à laquelle de nombreux députés assistaient avec les rédacteurs des journaux influents. C'est là que Cobden prononça un de ses discours les plus heureux : « Les délégués, dit-il, ont offert d'instruire la Chambre ; la Chambre a refusé d'être instruite : il faut qu'elle le soit, et le moyen le plus correct,

le plus sûr, est d'instruire la nation. Eh bien, s'écria un assistant, si nous formions une ligue ? Oui, reprit Cobden, formons une ligue, une ligue contre la loi des grains. L'association devint en effet « La Ligue » ; elle eut « un chef populaire et un nom éclatant. » La société centrale d'agriculture convoqua aussitôt les grands propriétaires, et se prononça pour le maintien de la législation sur les grains. Après cela, les réunions de la Ligue furent à plusieurs reprises troublées par des agitateurs violents. Pour répondre à ces provocations, elle décide de se faire mieux connaître : un appel de fonds produisit une somme importante et un organe fut créé ; il s'appela bientôt « *La Ligue* ». Des almanachs et des pamphlets furent répandus à profusion ; les réunions se multiplièrent, les orateurs se firent entendre jusque dans les moindres villages : en 1840, on compte sept cents séances dans cinquante-six comités.

Le 12 mars, M. Villiers proposa à la Chambre « la formation d'un comité de toute la Chambre pour prendre en considération l'Act de Georges IV réglant l'importation des blés étrangers. » Après cinq nuits de discussion, la proposition fut rejetée à 147 voix de majorité. Bref, le monde officiel ne paraissait pas troublé par l'agitation de la Ligue ; en revanche, les cultes dissidents lui

donnèrent sans réserve leur appui, de même que les dames de Manchester. Elles organisèrent des thés publics, votèrent une adresse à la reine, formèrent un comité pour ouvrir un bazar dont les bénéfices devaient accroître les ressources de la Ligue, et qui, de fait, lui apporta 250.000 francs.

Cependant, la majorité qui soutenait à la Chambre l'administration Melbourne se réduisit tellement que, le 7 mai, lord Russell annonça que les ministres venaient de donner leur démission. Robert Peel tenta de former un ministère; mais ses dissentiments avec la reine le firent échouer, et Melbourne reprit ses fonctions.

Silencieusement, incessamment, sûrement, l'opinion publique fermentait sous l'action des doctrines nouvelles. Les délégués de la Ligue retournèrent voir lord Melbourne. « Les nations étrangères, leur dit-il, ne veulent pas se relâcher de leurs droits protecteurs. Si elles consultaient leur propre intérêt, il en serait autrement; mais l'opinion générale est contraire au libre échange. » Robert Peel et Baring, chancelier de l'Echiquier, parlèrent de même. Joseph Hume obtint enfin la formation d'un comité choisi dans la Chambre des Communes « pour faire une enquête sur les différents droits perçus sur les importations dans le Royaume-Uni, et rechercher si ces droits

servent à la protection des articles similaires produits de ce pays ou des possessions anglaises, ou s'ils n'ont pour effet qu'un accroissement du revenu. » Son rapport contribua à modifier grandement les opinions de bien des hommes d'Etat ; pour la première fois, les principes du libre-échange furent adoptés semi-officiellement dans le budget de 1841. De plus, lord Russell déposa une motion « pour que la Chambre se formât en comité général pour prendre en considération les actes concernant le commerce des céréales » : c'était presque le texte des motions annuelles de M. Villiers !

Le projet Russell faisait disparaître l'échelle mobile et la remplaçait par un droit fixe modéré. Les conservateurs le flétrirent comme une confiscation, les libres-échangistes avaient répété maintes et maintes fois que l'abrogation seule les satisferait ; le ministère fut mis en minorité, et le 22 juin, le Parlement fut dissous.

Des élections eurent lieu peu après ; Cobden fut élu député par la ville de Stockport.

II

Le nouveau Parlement se réunit le 19 août. Dans le discours de la Couronne on pouvait lire des phrases comme celle-ci : « Vous aurez à con-

sidérer si quelques-uns des droits d'entrée sur les articles étrangers ne sont pas improductifs pour le revenu, tout en étant vexatoires pour le commerce. Sa Majesté désire vous voir prendre en considération les lois qui régissent le commerce des céréales. Vous aurez à examiner si ces lois n'aggravent pas les fluctuations naturelles de l'offre et n'ont pas pour effet de diminuer le confort et d'accroître les privations du grand corps de la communauté.. » On avait juré la mort du ministère, il fut mis en minorité après un débat mémorable où Cobden intervint. Robert Peel fut alors chargé de constituer un nouveau cabinet ; ses collègues les plus en vue furent le duc de Wellington, lord Stanley et sir James Graham.

Le 9 février 1842, jour où Robert Peel devait expliquer ses projets, les délégués de la Ligue, au grand complet, voulurent se rendre en corps à la Chambre des Communes ; on leur en refusa l'entrée ; ils se massèrent sur le trottoir opposé et saluèrent les députés qui passaient des cris de : « Pas d'échelle mobile ! » Le retrait complet ! » La Chambre était au complet, les galeries regorgeaient de monde. Robert Peel fut écouté avec une attention religieuse. Le système qu'il présentait était simplement une échelle mobile modifiée ; le droit sur les grains serait de 20 s.

quand le blé vaudrait 51 et seulement de 1 s. quand il atteindrait 73. « C'est une mesure, dit Macaulay, qui n'arrange rien ; c'est une mesure qui ne plaît à personne et dont personne n'a le moindre gré ; c'est une mesure qui ne pourra ni développer le commerce ni soulager la détresse. » Finalement, malgré l'opposition très réservée et très habile de Cobden, qui voulait une réforme plus radicale, le projet de Robert Peel fut adopté. Cobden et son parti, puissants dans le pays, étaient sans force au Parlement. Loin de décroître, les prix haussaient partout ; au mois d'août des violences éclatèrent dans de nombreux comtés. Heureusement, les forces de police eurent raison, sans trop de peine, de ces émeutes naissantes, fomentées, la plupart du temps, par les chartistes et reprouvées par un bon nombre des membres de la Ligue.

Quelques jours avant la rentrée du Parlement, en 1843, le secrétaire de Robert Peel fut tué d'un coup de pistolet par un fou, il avait été pris pour le ministre lui-même. Ce dernier déclara de suite qu'il maintiendrait la loi céréale, et attaqua vivement Cobden, lui reprochant d'avoir armé la main d'un assassin, imputation complètement fausse. Le Parlement était hostile à Cobden ; la presse lui devint favorable ; l'opinion publique

le porta aux nues¹. Devant pareil succès, la Ligue loua à Londres le théâtre de Drury-Lane ; le 15 mars, Cobden y fit son entrée, entouré de Bright et de Fox, ses lieutenants et bientôt ses collègues au Parlement. Les réunions furent splendides, la grande société de Londres y accourait. M. Wilson présidait ; MM. Villiers, Ricardo, Gibson, Thompson, Napier, Holland garnissaient les estrades.

Quelque temps après, il fallut louer une salle plus vaste, le Covent Garden, et le *Times*, qui, jusque-là, avait raillé la Ligue, écrivit un beau jour : « La Ligue est un grand fait ; bien fou serait celui qui en contesterait l'importance : un nouveau pouvoir s'est élevé dans l'Etat. » Seul le Parlement résistait toujours. En 1844, le discours du trône fut muet sur la loi des grains, et Robert Peel fit savoir qu'il ne projetait aucune modification de la loi existante. Les demandes d'enquête de Cobden, constamment réitérées, étaient constamment repoussées.

La récolte de l'année avait été abondante, le pain avait baissé de prix, le commerce reprenait en partie. Les meetings de la Ligue furent moins nombreux que les années précédentes, et les protectionnistes poussaient des cris de triomphe.

1 MONGREDIEN *Le libre-échange en Angleterre*, p. 89.

La Ligue ne restait pas inactive, mais elle entreprenait autre chose. Cobden fit revivre une vieille clause de la loi électorale, clause depuis longtemps tombée en désuétude; et, soit en réclamant des inscriptions nouvelles, soit en revisant les anciennes, il parvint à déplacer la majorité dans trente-deux bourgs et neuf comtés¹. Sauf la législation sur les grains, tout était refondu en 1845; la liberté du commerce n'avait plus qu'une place à emporter. Le 26 mai, lord Russell disait à la Chambre des communes : « La loi céréale actuelle tend à ralentir les progrès de l'agriculture, amène l'incertitude dans toutes les spéculations agricoles, et promet aux propriétaires et aux occupants du sol des avantages spéciaux qu'elle ne peut leur apporter. Il est nécessaire de renverser complètement ce système erroné. » Il n'alla pas encore jusqu'à conseiller l'abolition complète de tout droit sur les céréales.

L'agitation gagnait en profondeur aussi bien qu'en surface, de telle sorte qu'à la fin de la session, Robert Peel ne résistait plus que mollement. L'année avait été mauvaise en blé; en octobre, on apprit que la récolte des pommes de terre était presque nulle, et que l'Irlande était

1. REYBAUD. *Economistes modernes*, p. 50.

désolée par la famine ; partout, à cette nouvelle, on s'écria : « Ouvrez les ports ! » Robert Peel réunit ses collègues ; trois seulement approuvèrent ses vues. Sur ces entrefaites, en novembre, une lettre de lord Russell fit sensation : il abandonnait ses opinions au sujet d'un droit fixe modéré sur les grains. Le 4 décembre, le *Times* apprit au pays que le gouvernement avait résolu de retirer les lois céréales et de convoquer le Parlement, nouvelle qualifiée par le *Standard* « d'atroce invention ». Le lendemain, ne pouvant obtenir l'unanimité de ses collègues, Robert Peel se retira, puis, sur les instances de la reine, reprit le pouvoir, tous ses collègues, à l'exception d'un seul, acceptant son plan de réforme. Gladstone faisait partie de la nouvelle combinaison.

On s'est étonné des variations de Robert Peel : nous croyons que ses convictions furent absolument sincères à chacune des phases de son passage à un nouvel ensemble d'opinions. Sa conversion graduelle et son adhésion ouverte aux principes du libre-échange furent des actes inspirés par les ordres de sa conscience, et non par les suggestions de l'intérêt personnel. Aucun homme « possible » n'était là pour le remplacer ¹.

1. MONGREDIEN. *Le libre-échange en Angleterre*, p. 145.

Le 19 janvier 1846, la session fut ouverte par la reine, et Robert Peel déclara solennellement que son opinion sur la loi céréale avait subi un changement complet. La Chambre approuva le premier ministre, malgré l'opposition de Disraëli. Quelques jours après, il entra dans des détails, précisa, affirma que les céréales devaient être complètement affranchies, sauf à maintenir une légère taxe nominale d'enregistrement. La discussion dura douze jours; 103 discours furent prononcés. Ceux de Robert Peel, interrompus sans cesse par les invectives violentes de ses anciens amis, sont des monuments de sagesse, de raison, de bon sens, au dire des partisans du libre-échange ¹.

Le 15 mai, le plan de Robert Peel fut adopté à 98 voix de majorité par la Chambre des Communes, à 47 voix de majorité par la Chambre des Lords; le 26 juin, il reçut l'approbation royale et devint loi du pays.

« J'offre au très honorable mes remerciements les plus sincères pour la persévérance infatigable, la fermeté inébranlable et le talent si grand avec lequel il a conduit dans cette Chambre l'une des plus magnifiques réformes qui aient jamais été accomplies dans aucun pays, » dit Cobden.

1. L. FAUCHER. *Etudes sur l'Angleterre*, p. 160.

« Il est un nom, répondit Robert Peel, qui doit être associé au succès des mesures ; c'est le nom d'un homme qui, poussé, j'en ai la conviction, par des motifs purs et désintéressés, a défendu leur cause avec une infatigable énergie, par des appels à la raison renforcés par une éloquence qu'il faut d'autant plus admirer, qu'elle évitait l'affectation et l'ornement. Ce nom, c'est celui de Richard Cobden. »

Le 2 juillet suivant, la Ligue tint sa dernière séance, et ses membres se séparèrent après avoir poussé trois chaleureux hourras en l'honneur de Sa Majesté la Reine.

Trois ans après, un grand banquet eut lieu à Manchester, la veille du jour où le droit allait être aboli. Cinq minutes avant minuit, la musique joua l'air populaire de la Ligue : « le bonheur revient. » Quand l'horloge eut sonné les douze coups, le président commanda le silence. « Le bon temps est venu, » dit-il. D'interminables applaudissements accueillirent ces paroles : on entraînait dans la période d'affranchissement du commerce des grains.

« Il avait fallu un courage peu ordinaire pour affronter une telle entreprise. Les adversaires qu'il s'agissait de combattre avaient pour eux la richesse, l'influence, la législature, l'Eglise, l'Etat, le Trésor public, les terres, les places, les

monopoles, et ils étaient en outre entourés d'un respect et d'une vénération traditionnels ¹. » La minorité qui sait agir s'impose toujours à la majorité, et souvent même, lorsque cette minorité sait se montrer énergique et irréductible, elle attire à elle les adversaires d'hier, devenant ainsi la majorité du lendemain.

III

Si nous considérons les effets de l'abrogation, nous devons nous garder d'en amoindrir les résultats, en montrant simplement que le prix moyen du blé n'a pas été sensiblement altéré au cours d'une génération. Il faut se demander quel eût été le cours probable des prix, si la loi des céréales n'avait pas été abrogée : il semble bien que le prix se serait graduellement rapproché de la limite fixée à la libre importation. Sans l'abrogation, la mercuriale eût été beaucoup plus élevée qu'elle ne l'a été ; sans doute, un droit fixe et modéré aurait pu être levé avec des conséquences moins fâcheuses que si les droits étaient restés à un taux élevé, sans doute aussi, comme le cours des salaires montait, le fardeau aurait été moins sensible ; mais nous aurions tou-

1. BASTIAT. *Cobden et la ligue*, tome III, p. 31.

jours été en présence de deux conséquences regrettables : un droit protecteur sur le grain est un moyen ruineux de se procurer des revenus, et il pèse le plus lourdement sur ceux qui sont le moins capables de le supporter. L'abandon des lois céréales était un acheminement vers la réduction ou la remise d'une multitude de droits protecteurs dont le fardeau était très lourd pour le consommateur.

C'est une erreur de croire que le libre-échange fut définitivement établi d'un seul coup en 1846; mais l'abrogation des lois céréales rendit possible les grandes réformes financières qui suivirent, et le consommateur en bénéficia ¹.

Après la rumeur publique qui réclamait le bon marché de la vie, le motif le plus puissant qui poussa à l'abrogation fut la croyance ancrée dans l'esprit des manufacturiers et des classes commerçantes que l'industrie bénéficierait d'un abaissement du coût de production. On s' imagine parfois qu'il y a contradiction entre ces deux aperçus ; on dit que, si le coût de la production était diminué pour le manufacturier par la baisse du prix des choses nécessaires, cela viendrait seulement d'une réduction correspondante des salaires. Le bénéfice de la baisse des prix

1. NICHOLSON. *History of the English corn laws*, p. 57.

pourrait être divisé; les salaires réels pourraient s'élever, et pourtant, le coût du travail pourrait baisser.

Le grand argument des commerçants était que l'importation des denrées alimentaires conduirait à un accroissement des exportations des objets manufacturés pour payer ces denrées, et que l'extension du marché et de l'échelle du commerce amènerait des économies de production. La loi d'accroissement du retour était comprise par les hommes d'affaires longtemps avant d'être formulée par les économistes, et, à l'exception de son nom, elle fut définie par Adam Smith. Les pétitions envoyées de Londres, d'Edimbourg et d'ailleurs montrent qu'en 1820, les marchands étaient complètement éclairés sur la question d'une plus grande liberté des importations, spécialement en ce qui regarde les denrées alimentaires et les matières premières. L'abrogation ou la réduction des droits d'importation sur le grain étaient soutenues comme faisant partie d'une politique générale de liberté, qui ferait gagner la nation, assurait-on, non seulement en consommation, mais en production et en puissance commerciale. En décembre 1845, Robert Peel écrivait : « Mon désir serait de ne pas donner au grain une prééminence injuste, mais de le couvrir par une opération continuée

sur le tarif des droits de douane. » On peut discuter pour savoir si l'abolition des droits de douane n'a pas, en fin de compte, été poussée trop loin ; mais on ne peut pas mettre en question, après le rapport de 1840, ce fait que tout le système appelait une réfection complète.

L'abrogation des lois céréales donna au mouvement de réforme une intensité qu'il n'aurait pu obtenir par une autre voie. Si l'agriculture ne devait plus recevoir de protection, si une exception n'était pas faite même en faveur du grain, aucune autre industrie ne pouvait espérer établir un droit spécial, et la voie était ouverte à l'application des principes généraux.

Après l'abolition des droits le mot d'ordre fut quant à la production : rechercher la qualité au lieu de la quantité, aussi bien par rapport à la culture que pour l'élève du bétail ; ce fut surtout sur ce dernier point que le progrès fut grand. C'est ainsi qu'au lieu de la ruine qui avait été prédite, l'abolition des droits fut suivie d'un essor inouï de l'agriculture.

Les salaires ne baissèrent pas d'une manière durable. Des réductions eurent lieu d'abord, c'est incontestable ; mais ensuite l'industrie comme l'agriculture prirent un tel essor, que les ouvriers parvinrent à obtenir des augmentations de 50 à 100 %. Et, en face de cette élé-

vation des salaires, se trouvaient des denrées alimentaires meilleur marché ; les prix acquirent d'ailleurs une stabilité qui fut un grand bienfait pour les masses.

La diminution des pauvres vivant des secours de l'assistance publique accusa un réel progrès, et la proportion des gens assistés, par rapport à la population, tomba de moitié.

Ainsi, nous voyons, dit M. Brentano ¹, que la grande réforme de 1846 a été dans tous les domaines l'indispensable condition pour permettre à l'Angleterre de conserver et d'affermir la situation économique à laquelle elle était parvenue.

1. *Revue d'économie politique*, 1892, p. 193.

CONCLUSION.

En 1847, lord John Russell demanda au Parlement de voter des bills pour suspendre les taxes qui frappaient encore les céréales à l'importation; les dispositions et règlements acceptés en 1846 n'étaient pas applicables, en effet, avant 1849. La terrible situation de l'Irlande nécessitait, disait-il, cette mesure. Toute la Chambre approuva cette manière de voir. M. Bankes, ardent protectionniste, en tête.

Mais, en 1852, les chefs du parti protectionniste, le comte de Derby et Disraëli, arrivèrent au pouvoir. Les libres-échangistes, un instant alarmés, furent vite rassurés par le gouvernement, qui déclara n'avoir pas l'intention de revenir à la politique de protection. D'ailleurs, en 1853, les élections amenèrent un cabinet libéral, dans lequel figurait Gladstone; peu à peu, tous les tarifs protecteurs furent abolis, et, en 1869, on supprima même le faible droit qui avait été maintenu jusque-là pour les céréales: il ne

restait plus trace de protection. En 1879, quinze articles seulement étaient frappés de taxes, et voici le montant des droits perçus pendant l'année budgétaire 1878-79 :

Articles importés non produits en Angleterre¹.

Tabac.	214.737.025 fr.
Thé.	104.230.825
Vin.	36.742.750
Fruits secs	12.730.850
Café.	5.300.050
Chicorée.	1.668.475
Chocolat.	1.116.775

Articles importés produits en Angleterre.

Spiritueux.	133.401.450 fr.
Objets d'or et d'argent. . .	146.325
Bière.	95.350
Vinaigre.	16.775
Cartes à jouer.	13.050
Pickles.	425
Malt.	150
Sapinette.	75

« Les sommes perçues sur les articles importés que produit aussi l'Angleterre agissent simplement comme contrepoids des droits d'accise

1. MONGREDIEN. *Le libre-échange en Angleterre*, p 131.

perçus sur les producteurs anglais des mêmes articles, et n'apportent ainsi à ces derniers aucune protection contre la concurrence étrangère ¹. »

Il semble donc que les tarifs anglais sont complètement libres-échangistes, et il est difficile de nier que la richesse et la prospérité du pays ont suivi, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, une marche ascendante.

Plusieurs nations qui, pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, ne pouvaient en aucune façon rivaliser avec la Grande-Bretagne ont maintenant accompli de grands progrès : c'est le cas, par exemple, de l'Allemagne et des Etats-Unis. A l'heure actuelle, l'agriculture anglaise est en décadence, de 1880 à 1900, l'étendue de terre cultivée a diminué de 20 % ; certains propriétaires ne trouvent plus de fermiers, et 22 % seulement de la population est nourrie par les produits nationaux ².

Le temps est de même passé où l'Angleterre était « l'unique courtier maritime des peuples ». Elle a vu ses principales colonies édicter des tarifs protecteurs qui n'épargnaient pas la métropole, et la plupart des pays se clore économiquement

1. MONGREDIEN, *Op. cit.*, p. 173.

2. BLONDEL, *L'évolution économique contemporaine*, p. 45.

ou élever de nombreuses barrières douanières.

De plus, la guerre du Transvaal a été ruineuse pour ses finances et elle a dépensé les économies qu'elle avait faites précédemment. « Il y a 50 ans, disait il y a quelques années Roseberry, nous avions devant nous un monde presque inerte, nous jouissions d'une sorte de monopole et maintenant il nous faut lutter pour l'existence, d'autres nations ont envahi des marchés que nous croyions pouvoir nous réserver. Nous avons cherché à agrandir notre empire. Oui, mais il est bien plus vulnérable. »

Bref, à l'aurore du XX^e siècle, le libre échange n'est plus admis comme un dogme, et les Anglais se demandent si leur organisation agricole et commerciale ne sera pas obligée de se défendre contre des concurrents redoutables. Si la France, notamment, venait à augmenter certains tarifs, l'Angleterre pourrait, par représailles, incliner vers le protectionnisme.

Dans un discours prononcé en 1882, lord Salisbury disait : « Si nous envisageons ce qui se passe dans le monde, nous reconnaitrons que nous vivons à une époque de guerre de tarifs. Chaque nation s'efforce d'obtenir de ses voisins, par des traités, l'accès le plus large possible sur leurs marchés, tout en réservant à sa fabrication la protection la plus large qu'il est possible de réaliser.

Actuellement, l'arme de chacun, c'est l'admission sur son propre marché.

Ces idées étaient en partie celles de Chamberlain, nommé en 1895 ministre des colonies dans le cabinet qui porte le nom de celui dont nous venons de citer les paroles. Un de ses premiers soins fut de se renseigner d'une manière exacte, et de faire faire des enquêtes sur la situation économique de son pays. Toutes les branches de la production nationale se plaignirent.

Il entreprit alors une vive campagne en faveur de la protection. Tous les peuples de l'Europe tendent à se grouper de plus en plus en nations fortes se suffisant à elles-mêmes, affirmait-il, et une certaine protection est la condition du fonctionnement de certaines branches d'industries. Il faut, ajoutait-il, que cet immense empire britannique se suffise à lui-même, et qu'il écarte les produits étrangers : c'est la fameuse conception de l'impérialisme.

L'activité que dépensa Chamberlain pour répandre ses idées peut, toutes proportions gardées, être comparée à celle de Cobden. Il multiplia les discours et les conférences, fit rédiger des pamphlets, inspira des dessins et des caricatures, de telle sorte qu'il vulgarisa ses doctrines. Il rencontra une hostilité très grande de la part des hommes les plus considérables de l'Angle-

terre, et abandonna le pouvoir après la guerre du Transvaal ; peu de temps après, aux élections, son parti fut vaincu.

Aujourd'hui, éloigné du Parlement par une longue maladie, il ne reste pas oisif dans sa retraite. A la fin de 1908, il a envoyé un message aux membres de la « Tarif Reform League », association militante qui combat le libre-échange. La situation actuelle n'est pas sans analogie avec celle qui existait en 1846, lorsque Peel mit fin au système protectionniste. Les protectionnistes sont prêts à mettre en pratique les principes qu'ils recommandent, et tous les problèmes ont été étudiés dans leurs détails, depuis une dizaine d'années, pour l'établissement d'un vaste régime de fédération commerciale qui s'étendra à l'empire britannique tout entier.

M. Chamberlain prévoit le succès de son parti aux élections prochaines ; et, si ses forces ne lui permettent pas de reprendre son poste de ministre des colonies, l'œuvre qu'il a poursuivie sans relâche pourrait bien lui survivre.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Université de Paris,
L. LIARD.

TABLE

	Pages.
CHAPITRE I ^{er} . — L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE AVANT 1750. — PRÉPONDÉRANCE DE L'AGRICULTURE. PROTECTIONNISME A OUTRANCE.	5
CHAPITRE II. — LA RÉVOLUTION AGRICOLE ET INDUS- TRIELLE. — TRANSFORMATION RAPIDE DE L'IN- DUSTRIE. — CONDENSATION DE LA PROPRIÉTÉ FON- CIÈRE ENTRE LES MAINS DE GRANDS PROPRIÉTAIRES. — DÉCLASSEMENT. — LUTTE ENTRE PROPRIÉTAIRES ET INDUSTRIELS.	13
CHAPITRE III. — LA LÉGISLATION. — SON INFLUENCE SUR LE CONSOMMATEUR.	29
CHAPITRE IV. — INFLUENCE SUR LE PRODUCTEUR.	47
CHAPITRE V. — LES LOIS CÉRÉALES ET L'INTÉRÊT NATIONAL.	65
CHAPITRE VI. — CAMPAGNE DE COBDEN ET DE LA LIGUE.	83
a) Cobden avant son entrée au Parlement.	83
b) Cobden au Parlement.	99
c) Quelques réflexions sur l'abrogation des lois céréales.	97
CONCLUSION.	102

